



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-6-16/2023-6-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 16 juin.

Bunia : près de 21 500 enfants ne fréquentent pas l'école à cause des conflits armés. L'ONG Réseau des associations pour le développement durable (RADD), dit avoir mené ces enquêtes sur les sites : Kigonze, Salama, ISP et Rwaparara. Parmi les 21.494 enfants en désertion scolaire figurent 11.194 filles dont certaines sont violées ou tombent enceintes. De son côté, la Monusco indique que des efforts sont fournis pour que les droits des enfants en situation difficile soient respectés. Elle évoque les suivis et plaidoyers qui sont faits pour que des solutions soient trouvées à cette problématique. L'officier à la section protection de l'enfant de la Monusco, explique : «Au niveau de la justice, il y a des décisions qui ont été prises contre les auteurs de violations graves de droits des enfants qui ont été déférés devant la justice. Il y a des dossiers qui sont en instruction ; et d'autres attendent le jugement ». La solution durable passe par le rétablissement de la paix pour permettre aux personnes déplacées de retourner dans leurs villages, où ils peuvent scolariser leurs enfants dans des conditions normales. **La journée mondiale de l'enfant africain, peu connue de nombreux Kinois.** Le 16 juin 1976, en Afrique du Sud, des milliers d'étudiants sud-africains manifestent à Soweto pour exiger une éducation de qualité. La Police du régime de l'Apartheid en place à l'époque tire sur la foule. Des centaines d'enfants sont tués et d'autres blessés ! Depuis, la Journée internationale de l'enfant africain est instituée. Elle est célébrée le 16 juin de chaque année en souvenir à ce massacre. **Ndale Nyengela : un ex-enfant combattant devenu étudiant en droit.** Ndale Nyengela, 26 ans, est encadré aujourd'hui par le Bureau de volontariat au service de l'enfance et la Santé à Bukavu (BVES). Il se souvient encore de ce jour où sa vie a basculé : en 2008, vers 6 h du matin, sur son chemin de l'école, dans le territoire de Fizi, il croise des hommes armés. Ces miliciens lui expliquent que son devoir est de défendre sa terre et qu'il n'avait pas sa place à l'école. Une fois enrôlée de force, il a appris à manier les armes, puis, à se battre contre d'autres groupes rivaux. Mais, la peur ne le quittait pas, d'après lui. Ses rêves brisés, Ndale Nyengela côtoie l'horreur : manipuler les armes le traumatise. Ce calvaire dure 3 ans. Il est extirpé de cette milice, grâce aux efforts menés par le Gouvernement congolais et ses partenaires notamment la MONUSCO. Ndale se retrouve au centre BVES qui le scolarise. Aujourd'hui, il est en première licence à la faculté de Droit d'une université de Bukavu. Il parle de sa passion mais aussi de sa motivation pour ses études. Le droit n'est pas choisi par hasard : « Pour devenir peut-être magistrat. Devenir un défenseur des droits de l'homme, droits de l'enfant en particulier, droits de la jeune fille ». **Ituri : de nombreux enfants poussés dans la rue à la suite des tensions armées.** De centaines d'enfants qui ont fui les atrocités des groupes armés dans les territoires de Djugu, depuis 2017, traînent dans les rues de la ville de Bunia, mendiant de

l'argent auprès des passants. Certains sont orphelins, d'autres séparés de leurs parents, d'autres encore viennent de deux camps des déplacés, dans les périphéries de Bunia, à la recherche de survie. Mais la présence de ces enfants dans les rues de la ville de Bunia (Ituri), constitue une menace pour la population marchande. Le Réseau d'associations pour le développement durable (RADD) identifie ces enfants depuis 2021, dans l'objectif de les réinsérer dans leurs familles respectives en vue d'atteindre zéro enfant dans les rues de Bunia. **Ituri : 27 enfants réunis avec leurs familles par l'ONG RADD.** Vingt-sept enfants vivant dans la rue et en rupture familiale, parmi les déplacés du territoire de Djugu, installés à Bunia sont déjà réunifiés depuis avril 2023 à leurs familles par l'ONG Réseau des associations pour le développement durable (RADD). Ces enfants sont identifiés puis sensibilisés à regagner leurs familles respectives. Les parents qui s'étaient séparés de leurs enfants depuis plusieurs mois ont exprimé leur satisfaction pour cette action. Mais ils plaident pour la restauration de la paix pour mettre fin à ce phénomène des enfants non accompagnés et vivant dans la rue. **Lubumbashi : les enfants présentent leurs produits fabriqués à base de déchets plastiques et domestiques.** Le but était de sensibiliser sur la protection de l'environnement et d'inviter la population à la bonne gestion de déchets plastiques et ménagers. Cette activité organisée dans le cadre de la journée mondiale de l'enfant africain célébrée ce 16 juin a eu pour cadre, l'espace Square Forest de Lubumbashi. Il s'agit entre autres du charbon, chapeaux, pots de fleurs. A l'approche des curieux et autres visiteurs, ces jeunes expliquent comment gérer les déchets pour la bonne protection de l'environnement. «Vous ne pouvez pas jeter les bouteilles, vous polluez le milieu. Les déchets peuvent aider à faire beaucoup d'autres choses. Notre charbon est produit, qu'avec les produits dérivés et le déchet végétal ».

Nord-Kivu : installation de l'équipe provinciale intégrée de transition pour accompagner le départ responsable de la Monusco. Co-présidée par le gouverneur militaire du Nord-Kivu et la cheffe de bureau de la Monusco/Goma, cette équipe comprend une douzaine de membres dont six du Gouvernement provincial et six autres de la Monusco, et des représentants-pays du système des Nations unies. Cette structure est appelée à accompagner la transition jusqu'à la sortie graduelle et responsable de la MONUSCO de la RDC. Ni la durée de travail de l'EPIT/Nord-Kivu encore moins le budget alloué à son fonctionnement n'ont été révélés.

Nord-Kivu : « le non-respect du principe d'un procès équitable à la base des règlements de comptes » (Société civile). Le président de la société civile de Beni-Lubero, appelle les instances judiciaires à l'application équitable de la loi, dans cette zone où plusieurs dossiers judiciaires relèvent des conflits fonciers. Il pointe les attitudes de certains acteurs de l'appareil judiciaire : « Certains juges trempent même dans la corruption. Au niveau des juridictions, on retrouve des personnes nanties et des personnes non nanties. Et 90% des décisions judiciaires donnent gain de cause aux personnes nanties. Et lorsque vous essayer de faire des analyses dans la région, il y a toujours de l'insécurité, il y a des morts ». En instituant la journée internationale du procès équitable, les Nations unies avaient pour objectif d'attirer l'attention du public sur la situation difficile des personnes poursuivies et pour lesquelles les principes relatifs à un procès équitable ne sont pas toujours observés ou respectés.

Maniema : évaluation des activités de vaccination contre la poliomyélite en vue d'améliorer la prochaine campagne. Les cadres de santé du Maniema et leurs partenaires procèdent depuis jeudi 15 juin à Kindu, à l'évaluation de la campagne de vaccination contre la poliomyélite lancée du 1^{er} au 3 juin. Selon le médecin coordonnateur du Programme élargi de vaccination (PEV) Kindu, cette rencontre permettra de dégager les forces et faiblesses constatées afin d'améliorer les prochaines campagnes. Selon lui, un plan de redressement, tenant compte de toutes les faiblesses constatées lors de la mise en œuvre de cette campagne, sera élaboré.

Ituri : plus de 1 500 cas de rougeole enregistrés en 4 mois à Mambasa. Selon le médecin chef de zone de cette entité, cinquante personnes dont 46 enfants sont déjà décédés faute d'une prise en charge correcte face à cette maladie. Selon plusieurs sources locales, chaque semaine, la zone de sante de Nia Nia enregistre au moins quatre ou six morts dus à la rougeole dans plusieurs structures sanitaires.

Sud-Kivu : des jeunes se préparent aux prochaines échéances électorales. Pour la présidente du Conseil provincial de la jeunesse, il s'agissait de mettre ensemble des stratégies afin de faire élire plusieurs jeunes lors de prochaines élections : « Nous avons remarqué qu'il y a un mouvement des jeunes qui veulent devenir candidats à la députation (nationale et provinciale). Nous nous sommes dit qu'il était important de réunir les responsables de différentes ligues des jeunes parmi lesquelles il y a des jeunes ambitieux à ces postes-là. C'est mieux de nous mettre ensemble et de réfléchir sur les stratégies pour donner plus de chance aux jeunes d'être élus aux prochaines échéances électorales». Au nombre des défis, les jeunes reviennent sur le manque de moyens et d'expérience en politique. Les affaires politiques de la Monusco/Bukavu ont initié cette rencontre en vue d'instaurer un espace de dialogue entre jeunes, visant à accroître le nombre de jeunes candidats compétents aux prochaines élections.

DRC mining week : le gouverneur Guy Bandu invite les miniers à investir dans la province du Kongo-central. « La présence du Kongo-Central prouve la détermination que nous avons pour que, cette province, qui, historiquement est la première province minière du pays, puisse retrouver sa place. Malheureusement tout notre potentiel minier qui est important est passé un peu dans les oubliettes. Et donc, notre présence ici, c'est déjà pour rappeler la position et le rôle que joue la province du Kongo-Central dans le domaine minier » a-t-il indiqué.

Tanganyika : des Mai-Mai enlèvent un chef de localité et emportent des chèvres à Kongolo. Selon l'administrateur du territoire assistant « Toutefois, le chef a été relâché, parce que nous avons tout fait pour entrer en contact avec les hommes de l'autre côté de Kabambare. La population doit être vigilante. L'alerte précoce permet aux autorités de prendre des dispositions sécuritaires ».

Nord-Kivu : le M23 s'empare de trois nouveaux villages dans le territoire de Masisi. Les rebelles du M23 ont investi, jeudi soir, les villages Kasura, Butale, Lwama vers la localité de Mbatu à l'issue des violents combats qui les ont opposés presque toute la journée aux combattants locaux du groupe de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), coalisés à ceux du groupe Nyatura. Ce qui, démontre que le M23 aurait finalement décidé de quitter le processus de paix en cours.

Ituri : 15 civils tués lors des attaques simultanées des ADF à Irumu. Trois attaques successives des ADF et « leurs supplétifs » ont été menées jeudi à Bandavilemba, Pika Maibo et Mayalibo, trois villages de la chefferie de Walese Vonkutu. Ils ont tué 13 civils et ont enlevé trois enfants. Ils ont incendié dix maisons et emporté plusieurs biens de la population. Deux autres corps ont été retrouvés ce vendredi matin.

Assemblée nationale : Christophe Mboso exhorte les députés à vulgariser le bilan du parlement pendant les vacances parlementaires. Le président de l'Assemblée nationale « après un travail bien accompli, je vous exhorte de retourner auprès de vos bases respectives afin de présenter brièvement le bilan de la présente législature et de déposer les dossiers de nos candidatures afin d'obtenir le renouvellement de la confiance de nos électeurs aux prochaines élections législatives. Sur ce dernier aspect, je souhaite aux uns et autres bonnes chances ».

Bukavu : un préfet en cavale après avoir détourné les frais du TENASOSP de ses élèves. Ce préfet ayant détourné les frais de participation de ces élèves, les a emmenés dans une autre école pour passer leur test. C'est l'école qui a reçu ces élèves qui a alerté les autorités de l'EPST. Le promoteur de l'école Myriam I a été interpellé par les autorités. Les élèves ont été retournés à leur école où, ils ont pu faire leur Test national de sélection, d'orientation scolaire et professionnelle, a expliqué l'inspecteur principal provincial (IPP) du Sud-Kivu 1.

Kongo-Central : manifestation violente des travailleurs de la Compagnie sucrière de Kwilu-Ngongo. Ce vendredi matin, les travailleurs composés majoritairement des saisonniers et des coupeurs de canne à sucre, ont endommagé l'avion agricole de la compagnie et ont placé des barricades sur tous les accès menant vers la compagnie sucrière, paralysant ainsi les activités de production du sucre dans l'usine. Ils accusent l'employeur du non-respect du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), fixé à 10 dollars la journée, selon la loi alors qu'ils sont payés 3 dollars par jour. Ces travailleurs exigent que toutes les revendications soient satisfaites.

Les Premières dames d'Afrique réunies à Kinshasa pour célébrer les 20 ans de leur organisation au service du développement. Selon un communiqué de presse, il sera également question pour cette structure de dresser le bilan de deux décennies d'actions au profit des citoyens africains les plus vulnérables et d'ancrer ses ambitions pour les vingt prochaines années. Denise Nyakeru Tshisekedi, vice-présidente de cette structure et première dame de la RDC, a souligné « qu'à l'échelle du continent, les obstacles à la réalisation de l'égalité des sexes sont encore trop importants. Il est donc urgent d'agir », note le même document.

Samedi 17 juin.

Kinshasa : Pramila Patten prête à travailler avec le Gouvernement pour sortir les Fardc de la liste des auteurs des crimes sexuels. La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit a fait cette proposition lors de son entretien à Kinshasa avec le ministre de la Défense nationale et Anciens combattants. « Il s'avère que depuis 2013, les Fardc sont listés dans l'annexe du rapport du Secrétaire Général et je lui ai proposé qu'on travaille davantage sur une feuille de route qui pourrait amener au delisting des Fardc. Il y a une résolution du Conseil de Sécurité qui établit une feuille de route, le passage du listing au delisting; les efforts qui seront requis de sa part, de la part de la direction

des Fardc ». Pramila Patten et Jean-Pierre Bemba ont également discuté autour de l'accroissement des cas de violences sexuelles constatés dans les camps des déplacés, au Nord-Kivu et ce, en dépit des efforts fournis par le gouvernement ainsi que les Fardc pour mettre un terme à ces pratiques, afin de mieux sécuriser et protéger les populations déplacées.

Bas-Uele : la coalition pour la CPI dénonce des graves violations des droits de l'homme commises par des groupes armés étrangers à Ango. Le coordonnateur national de cette organisation cite les groupes Seleka et l'Union pour la paix pour la Centrafrique. Il affirme que ces groupes armés sont à la base de tueries, viols, déplacements forcés des populations et de l'occupation illégale des infrastructures scolaires dans le territoire congolais d'Ango. A ces incursions des groupes armés centrafricains, s'ajoute l'afflux des réfugiés soudanais. Ces derniers fuient la guerre dans leur pays. Sur place à Ango, il n'y a aucune structure appropriée ni organisation humanitaire qui intervient.

Félix Tshisekedi inquiet de la dégradation des conditions de création des entreprises. Le Guichet unique de création d'entreprise (GUCE), créée pour faciliter l'installation des investisseurs en RDC et la formalisation des activités des opérateurs économiques, connaît malheureusement, depuis un certain temps, un dysfonctionnement de son service caractérisé notamment par le non-délai d'attente et la discontinuité du service. « Au vu de la gravité de la situation, le Président de la République a demandé au Premier ministre de convoquer autour de lui les principales parties prenantes pour, à court terme, solutionner les difficultés de financement, prise en charge des agents et mutualisation des services intervenants qui se posent. En moyen terme, il faudra procéder parallèlement à une évaluation de la réforme du guichet unique devant permettre d'identifier les pistes susceptibles de favoriser l'optimisation de l'accomplissement des formalités des entreprises », a ajouté le porte-parole du Gouvernement.

Beni : les orphelins ayant perdu leurs parents lors de différentes tueries plaident pour le retour de la paix. Plusieurs enfants ayant perdu leurs parents à la suite des massacres et tueries, vivent dans des conditions difficiles dans des orphelinats, dans des familles d'accueil ainsi que dans les rues de Beni (Nord-Kivu). « A chaque fois que nous entendons des coups de feu, nous nous souvenons de nos parents. Même si on est à l'école, on est pris de panique et le traumatisme refait surface. Et là on n'arrive plus à bien réfléchir » Nous souhaitons vivre en paix: « que le gouvernement rétablisse la sécurité pour nous permettre de vivre paisiblement ».

Maniema : aucun incident enregistré lors des épreuves de TENASOSP. Du 15 au 16 juin, les élèves de la huitième année de base ont été soumis aux tests de connaissance et de psycho technique. La prochaine étape après le Test national de sélection et d'orientation scolaire et professionnel, c'est la correction proprement-dite avant la proclamation des résultats, a renseigné l'inspectrice provinciale principale. Selon les statistiques, 22 798 élèves ont participé à ce test dans la province éducationnelle Maniema 1.

Kalemie : les enfants reporters interpellent le Gouvernement et les parents sur les risques du numérique.. « Le numérique renferme les opportunités pour renforcer l'accès à une éducation de qualité, promouvoir le droit de l'enfant à la culture et aux loisirs. L'environnement numérique comprend aussi des risques très graves de violations des droits de l'enfant. Les enfants sont exposés à des contenus tristes de voir comment la vie de certains enfants est totalement détruite, les images et vidéos qui sont diffusées sur les réseaux sociaux vont à l'encontre de la protection de l'enfant. Que le gouvernement soutienne le système de tolérance zéro à toute diffusion, émission et publication des idées ou images pouvant détruire la vie des enfants sur les réseaux sociaux ».

Kinshasa : UCF-RDC sensibilise sur l'éducation civique et électorale. Selon la directrice exécutive de l'union Chrétienne Féminine « nous voulons mettre ensemble les décideurs ainsi que le reste de la population autour d'une même table sous forme de théâtres dans lequel les acteurs incarnent le rôle de différentes couches de la société et nous présentent les différents maux que nous vivons surtout en matière électorale. Alors nous voulons mettre toute ces populations ensemble pour que nous puissions détecter quels sont les problèmes et surtout quelles sont les solutions à apporter ». Cette activité est inscrite dans le cadre du projet de contribution au processus électoral.

Près 30 Ougandais tués par les ADF à Bwera, village frontalier entre la RDC et l'Ouganda. Cette attaque des ADF a eu lieu dans un internat de l'établissement scolaire du lycée Lhubirira à Mpongwe dans l'agglomération de Bwera en Ouganda. Les victimes sont en majorité des élèves. Bilan provisoire : trente morts, huit blessés graves et plusieurs personnes portées disparues Les Forces ougandaises sont à la poursuite de ces rebelles qui se seraient retranchés au prolongement du parc de Virunga.

La cour militaire d'Ituri lance le mandat d'arrêt contre 21 présumés auteurs de l'attaque de Lala. Ils sont poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel pour des violences commises dans la nuit du 12 au 13 juin sur le site de déplacés de Lala dans le territoire de Djugu. D'autres infractions seront déterminées à l'issue des enquêtes, précise cette juridiction. Cette juridiction a chargé le secteur opérationnel de la 32^{ème} région militaire des Fardc, d'exécuter ces mandats et ainsi procéder à la recherche, à l'arrestation et à la mise en disposition de la justice de ces personnes, pour leur poursuite. La section d'appui à la justice de la Monusco, demande à l'auditorat supérieur près la cour militaire de l'Ituri d'effectuer une descente au lieu du drame pour auditionner les victimes et témoins et faire le constat de ces attaques qui selon elle, sont constitutives de crimes contre l'humanité.

Butembo : African Explosif prévoit une formation sur le bon usage des explosifs. Les personnes qui manipulent des explosifs dans leur travail sont appelées à se faire enregistrer à la Police nationale congolaise, de Butembo, en vue de bénéficier d'une formation initiée par l'organisation African Explosif (AFRIDEX) au Nord-Kivu. Leur mission consiste à sensibiliser et de former les acteurs au bon usage des explosifs.

Nord-Kivu : reprise des combats ce samedi entre les groupes armés d'autodéfense et le M23 à Masisi. Les combattants locaux, appelés Wazalendu, ont repris le contrôle des villages Kahira et Butale qui étaient déjà occupés, le 16 juin par les rebelles du M23. Ces derniers se seraient retirés vers Burungu, dans le Bashali Kaembe. La situation reste tendue dans la zone depuis trois jours avec la reprise des hostilités. Deux civils ont été tués et cinq autres civils blessés durant ces combats. Les habitants de plusieurs villages les ont désertés.

Des conditions de vie devenant dégradantes, des femmes déplacées et sinistrées de Kayembe exigent le retour dans leurs villages. Elles contestent notamment les conditions humanitaires et sécuritaires qui, selon elles, se dégradent dans ce site. « Les déplacés sont venus s'ajouter aux sinistrés du volcan dans le site de Kayembe et personne ne nous assiste. Nous souffrons dans ce camp. Nous enterrons presque chaque jour des morts par manque de nourriture. L'eau nous est déjà coupée, et les Wazalendo nous font souffrir. Ils nous attaquent et nous violent ».

Moanda : 13 criminels condamnés à la peine de mort pour vols et association de malfaiteurs. Ces condamnés étaient poursuivis pour vol, viol, association de malfaiteurs et détention illégale d'armes et munitions de guerre. Le substitut de l'auditeur militaire de garnison, qui salue le travail abattu par la justice, rassure la population quant à diminution du taux de criminalité après la condamnation de ces groupes de bandits.

Beni : la police interpelle 74 personnes lors d'une opération de bouclage. « Nous avons saisi plus de cent litres de boissons prohibées par le gouvernement congolais, des effets militaires, du chanvre à fumer, treize chaises en plastique, onze motos et trois batteries », a fait savoir le porte-parole de la Police nationale congolaise de Beni. Cette opération vise à lutter contre l'insécurité grandissante dans cette partie de la ville de Beni, où des incursions nocturnes d'hommes armés non identifiés sont régulièrement enregistrées.

Lubumbashi : inauguration de deux usines de l'entreprise Mining engineering services pour transformer des produits locaux. La première est une usine de fabrication des câbles électriques avec comme principale matière première, le cuivre. Cette usine a bénéficié de l'appui financier du Fonds pour la promotion de l'industrie (FPI), à hauteur plus de quatre millions des dollars, environ 50% du coût total. D'après le ministre de l'Industrie, l'usine produira 70.000 km de câbles par jour. La deuxième usine est celle de la production d'une gamme de savon et de détergent. Elle est constituée à 75% du personnel féminin. Le ministre Julien Paluku a aussi lancé les travaux pour la construction d'une usine de fabrication des transformateurs électriques appartenant à la même entreprise.

Semaine minière de la RDC : les participants recommandent plus d'investissements dans la recherche. La 8^{ème} édition de la Semaine minière de la RDC s'est clôturée le 16 juin à Lubumbashi. Les participants ont adopté plusieurs recommandations : l'accroissement des investissements dans la recherche géologique et minière, des substances minérales stratégiques ; la promotion de l'industrialisation et de la transformation au niveau local ; l'application effective de la loi sur la sous-traitance dans le secteur minier et la poursuite du processus d'amélioration du climat des affaires rendant le secteur minier plus attrayant et permettant un accroissement des fonds à allouer au développement des communautés impactées par le projet minier.

Matata Ponyo de nouveau « interdit de voyager ». « Je viens d'être interdit de voyager à l'aéroport de N'djili par les services de la DGM (Direction général de la migration) pour aller à Bunia (Ituri), où j'étais attendu par la population meurtrie de l'Ituri ». Selon l'ex-Premier ministre, l'ordre visant à l'empêcher de voyager « est venu de la Présidence de la République ». Ce qu'il dénonce « en tant que candidat président ».

Bas-Uele : l'augmentation du nombre des réfugiés centrafricains inquiète les autorités d'Ango. Les réfugiés centrafricains continuent à traverser la rivière Mbomu, frontalière avec la RDC, pour s'installer dans le territoire d'Ango (Bas-Uele). Leur nombre va croissant jusqu'à atteindre actuellement 40 000 personnes.

Dimanche 18 juin.

Kongo-Central : le président et le rapporteur adjoint de l'assemblée provinciale désavoués, par certains députés provinciaux. Ils leurs reprochent le détournement des émoluments, l'incompétence, l'usurpation du pouvoir. Ils invitent le vice-président de cet organe délibérant, à convoquer une plénière dès le lundi 19 juin.

Equateur : des populations locales manifestent contre une organisation de conservation des Bonobos à Basankusu. Les populations riveraines des sites de conservation des Bonobo reprochent à ABC ekolo ya Bonobo, qui a installé dans la région ses sites de réserve et de protection de Bonobos depuis 14 ans, de ne pas respecter les clauses sociales signées avec elles. Entre autres, le paiement des redevances coutumières. La police a dû tirer en l'air pour disperser les manifestants. La situation a fait l'objet d'une réunion du comité de sécurité territorial à laquelle a assisté le directeur d'ABC Bonobo. Ce dernier a promis de s'exprimer après les investigations en cours.

La vice-présidente de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Est et Australe effectue une mission en RDC. Elle devra se rendre aussi dans les provinces de Kasai-Central et Nord-Kivu. Pendant sa mission qui va jusqu'au 24 juin, elle rencontrera les hautes autorités gouvernementales, des chefs de mission diplomatiques, des opérateurs économiques et des organisations de la société civile. Au centre de ces entretiens, le renforcement de l'impact des interventions de développement.

Beni : amélioration de la production maraîchère dans deux quartiers de la ville. Selon des cultivatrices l'amélioration de leur production maraîchères est consécutive à l'appui en semences reçu des organisations humanitaires; mais aussi, à la donation par les autorités locales, d'espaces à cultiver. Cependant, l'insécurité ne leur permet pas d'aller cultiver dans la profondeur de la brousse. La production des cultures maraîchères des quartiers Ngadi et Nzuma ravitaillent les villes de Beni, Butembo, Oicha et une partie du sud de l'Ituri.

Felix Tshisekedi salue les efforts de développement menés par les Premières dames d'Afrique. « Si les leaders d'Afrique s'y prennent de la meilleure façon, nous pourrions faire de ce continent un havre de paix, de bonheur et de bien-être. Cela fait partie de mes objectifs », a-t-il déclaré à Kinshasa, lors de la cérémonie commémorative du 20e anniversaire de l'Organisation des Premières dames d'Afrique pour le développement (OPDAD). Le Président Tshisekedi a dit rêver d'une Afrique qui serait débarrassée de la misère, de la pauvreté, des maladies infantiles et surtout des violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Il a eu une pensée pour les femmes et jeunes filles de l'Est de la RDC qui vivent un drame depuis maintenant près 30 ans à la suite de violences et conflits armés à répétition les forçant à vivre dans des conditions infrahumaines.

Déplacement de la population à la suite de la reprise des affrontements entre le M23 et d'autres groupes armés. De violents combats ont opposé le 17 juin les rebelles du M23 et aux groupes armés d'autodéfense sur la colline de Bishigiro, au village Bushuli. Selon certains habitants, des détonations d'armes lourdes et légères, entendues la journée du samedi, ont créé la panique au sein de la population locale.

Attaque des ADF en Ouganda : les Fardc en alerte maximale à la frontière de Kasindi. Dans la nuit de samedi à ce dimanche, les terroristes qui ont commis des dégâts en Ouganda voulaient traverser la frontière vers le Congo et nos militaires qui étaient au niveau de la frontière ont riposté farouchement. Des opérations de traque contre ces rebelles sont en cours. **Attaque des ADF contre une école en Ouganda : plusieurs réactions condamnent cet acte terroriste.** La France a condamné « avec la plus grande fermeté l'attaque abominable » qui a causé plusieurs dizaines de morts et de blessés, selon la déclaration de son ministère des Affaires étrangères. Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a exprimé « son horreur » face à cette attaque meurtrière. Pour le Secrétaire général de l'ONU, « les responsables de cet acte effroyable doivent être jugés ». Il appelle également à la libération « immédiate » des personnes enlevées par la milice islamiste. Le Pape François a exprimé sa consternation et prié pour les victimes de « cette sordide attaque », rapporte VaticanNews. **Ouganda: après le massacre de 37 écoliers par les ADF, l'UPDF appelle la population à la vigilance.** L'armée Ougandaise (UPDF) a appelé, le 17 juin la population de Bwera (Ouganda) à « la vigilance et à dénoncer toute personne suspecte dans leurs entités ». Des hélicoptères de combats ont été déployés pour traquer ces rebelles dans le parc des Virunga où ils se sont retirés, mais aussi chercher à obtenir la libération des otages.

Joseph Kabila affirme qu'il n'a jamais abandonné la politique. Au cours d'une rencontre, le 16 juin, avec les cadres du Front commun pour le Congo (FCC), sa plateforme politique, Kabila a affirmé qu'il n'a pas pris sa retraite et n'a jamais abandonné la politique. Il a aussi rappelé que lui et sa famille politique ne participeront à ce processus électoral que si les conditions pour tenir de bonnes élections sont réunies. Aussi, a-t-il appelé les cadres du FCC à résister, à se mobiliser et à mobiliser la population contre ce qu'il a appelé « la dictature qui s'installe ».

Ituri : la société civile de Mambasa annonce l'intégration de près de 1000 miliciens Mai-Mai au programme DDRCS. La Nouvelle société civile ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme du territoire de Mambasa (Ituri) annoncent l'adhésion de 994 combattants Mai-Mai au P-DDRCS. Ces miliciens, issus de neuf mouvements insurrectionnels, ont déjà déposé les armes et sont regroupés à Kasoko. Ainsi, elle exige l'implantation d'un centre de démobilisation et désarmement à Mambasa pour prendre en charge ces candidats au P-DDRCS. Ces anciens miliciens vivent sur le dos de la population qui est soumise à des contributions forcées.

Djugu : les Fardc se lancent à la traque du groupe armé Codeco. Le porte-parole des Fardc en Ituri précise que l'objectif de cette offensive est de mettre fin à l'activisme de ce groupe armé cité dans la tuerie, la semaine dernière, de 46 déplacés du site de Lala. Les combats se déroulent depuis samedi entre les Fardc et la milice Codeco vers les villages de Petro et de Golo, dans le territoire de Djugu. Les Fardc annoncent avoir déjà récupéré sept localités qui étaient contrôlés par la milice Codeco.

Ituri : au moins 12 000 déplacés reçoivent de l'aide humanitaire de l'Unicef. Ces personnes et d'autres membres de la communauté locale bénéficient également de soins médicaux gratuits pendant deux mois. Ces actions humanitaires s'inscrivent dans le cadre de projet Réponse rapide, financé par l'Unicef et exécuté par l'ONG Programme de promotion des soins de santé primaire (PPSSP). Selon l'ONG, l'objectif de cette action humanitaire est d'améliorer les conditions de vie de ces personnes vulnérables, dépourvues de tout.

« **Si les élections ne se passent pas bien, cela va nous fragiliser davantage** » (Denis Kadima). Le président de la Commission électorale nationale indépendante, a appelé les organisations de la société civile, chacune à son niveau, à jouer sa partition afin de contribuer à l'aboutissement du processus électoral, qui doit déboucher sur la tenue des élections en décembre 2023. « Le processus électoral devant conduire aux scrutins de décembre 2023 est à une phase importante. Les candidats indépendants, les partis et regroupements politiques sont appelés à soumettre leurs candidatures, selon les prescrits de la loi et les procédures de la Ceni. Pour ce faire, il est important que tous les compétiteurs aient le même niveau d'information. La société civile est un partenaire clé. Pour ce faire, nous comptons sur vous pour qu'il y ait un nivellement par le haut ». Rien ne peut arrêter la Ceni à convoquer l'électorat le 25 juin 2023 et ouvrir les bureaux de réception et traitement des candidatures dès le lendemain.

Un compromis trouvé entre la province du Nord-Kivu et les pétroliers sur la taxe conventionnelle. Dans la ville de Goma, le conseiller du gouverneur en matière de la reconstruction, constate que la construction de la voirie urbaine par la Société congolaise des constructions est aux arrêts sur plusieurs axes, à la suite de la « baisse très sensible de recettes relatives à cette taxe conventionnelle pour la reconstruction ». Selon certaines sources, quatre grands opérateurs pétroliers bénéficiaires des exonérations ne contribuent pas à cette taxe. Et de surcroît, ils facilitent l'entrée frauduleuse des produits pétroliers d'autres opérateurs. Cette situation justifie l'interpellation du président de l'association des pétroliers du Nord-Kivu : « Il y a de nouvelles sociétés pétrolières, qui voulaient aller en dehors de cette participation pour le développement de notre province. Il fallait leur faire comprendre que c'est cette taxe qui fait que la ville de Goma soit considérée comme la ville la plus propre de la RDC ». C'est depuis plus de dix ans, que cette taxe provinciale a été instituée pour la modernisation de la voirie urbaine, des villes de Goma, Beni et Butembo. Elle s'élève aujourd'hui à 60 FC par litre de carburant à l'importation.

Lundi 19 juin. 23

Kinshasa : début ce lundi des travaux préparatoires de la Table ronde sur l'état de siège. « Cette rencontre se tient en réponse aux différentes recommandations dégagées par le gouvernement de la République, relatives à l'état de siège proclamé dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, par le Président de la République qui avait déjà dirigé le 4 mai 2022 à Kinshasa une réunion d'évaluation de l'état de siège instauré depuis le 6 mai 2021 dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. A cette occasion, il avait annoncé « la tenue prochaine d'une table ronde pour décider de l'avenir de ce régime exceptionnel », note le document signé par le Premier ministre. Prévue au mois de novembre 2022, cette évaluation n'a pas été organisée, mais prévue pour cette année. Quelques membres du gouvernement, les caucus des députés nationaux du Nord-Kivu et de l'Ituri, ainsi que

certaines officiers supérieurs des Fardc et de la Police nationale congolaise et des personnalités tant civiles que religieuses sont attendus à cette rencontre appelée à requalifier la situation d'urgence dans les deux provinces concernées.

Ituri : plusieurs tentatives d'attaques des combattants armés déjouées par les casques bleus de la Monusco à Djugu. Alertés, les casques bleus de la Monusco se sont déployés dans la zone pour stopper la progression de ces hommes armés et protéger ainsi la population qui était dans une psychose. Ils ont intensifié les patrouilles dans les entités ciblées, notamment à Chusa, Djangi, Largu, Masumbuko, Saliboko, Jissa, Tché. Cette présence des casques bleus permet de rassurer la population locale et de vaquer à ses occupations, déclarent ces sources locales.

Nord-Kivu : les routes de Goma, asphaltées et pavées rendent la circulation fluide. Ce sont notamment les tronçons principaux et d'intérêt interrégional. Le projet d'assainissement lancé par la mairie depuis l'année dernière, rend ces avenues de plus en plus attrayantes. Mais l'étroitesse de la chaussée sur certains axes secondaires, complique souvent la circulation et le trafic urbain pendant les heures de pointe.

Nord-Kivu : les enseignants dénoncent la ponction « illégale » de 10 000 franc de cotisation sociale mensuelle sur leur salaire. Les enseignants parlent d'un détournement pur et simple, du fait qu'aucun enseignant n'est affilié à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et aucun numéro ni carte n'a été attribué à un enseignant. Cet enseignant affirme que ses collègues et lui-même vont pouvoir réclamer leur argent retenu par le gouvernement.

Ituri : des affrontements entre Fardc et Codeco à Djugu, dans le village de Kalisha proche du centre commercial de Bule. Tôt ce lundi, les miliciens de la Codeco ont mené l'assaut sur une position de l'armée, qu'ils ont incendié. Il s'en est suivi des affrontements entre les deux parties. Les Codeco ont réoccupés les villages de Petro, Zaba et Golo, où ils avaient été délogés, le 17 juin, par les Fardc. Ils ont profité du vide laissé par les Fardc après leur retrait de ces villages, attestent les mêmes sources.

Uvira : accalmie à Itombwe après des affrontements entre les combattants de Twirwaneho et Biloze Bishambuke. Le trafic a repris ce 19 juin sur la route reliant le territoire de Fizi au secteur d'Itombwe, à partir des villages Mulima et Mikenge. La circulation était interrompue, le 16 juin, à la suite des affrontements entre des combattants du groupe Biloze Bishambuke et Twirwaneho, soutenus par leurs alliés. Des sources locales affirment que la coalition Twirwaneho a attaqué, le 16 juin, les positions des Forces conjointes de l'EAC, des Forces armées du Burundi et des Fardc à Nyamara. Du côté de l'armée, les services de sécurité affirment que les deux attaques de Twirwaneho, à Nyamara et à Mulima, visaient à neutraliser les Fardc et à placer la zone sous leur occupation.

Goma : début des audiences foraines à Munzenze pour désengorger la prison. A l'issue de ces audiences, plusieurs détenus civils et militaires, devront connaître chacun son sort. Le nombre des détenus avoisine à ce jour 4 000 pensionnaires. Le dispositif judiciaire mis en place comprend cinq chambres d'audience : trois pour le tribunal militaire de garnison, une pour la cour militaire et une autre pour le tribunal de paix de Goma. Selon le premier président de la Cour d'appel du Nord-Kivu, ces audiences se justifient par le nombre croissant des détenus en état de prévention alors que le nombre de condamnés est numériquement inférieur.

Félix Tshisekedi s'engage à « faire de la RDC un espace où les droits des femmes seront autant respectés que ceux des hommes ». Il a pris cet engagement à l'ouverture de la Conférence internationale sur les violences basées sur le genre (VBG) ouverte ce lundi à Kinshasa sous le thème : travailler ensemble pour mettre fin aux violences basées sur le genre en RDC. Cette conférence réunit, pendant deux jours, près de 200 experts nationaux et internationaux engagés dans la lutte contre les violences basées sur le genre.

Des taximen motos en grève à Mbandaka ce lundi. Ils dénoncent notamment « des arrestations intempestives ainsi que la perception des amendes illégales et exorbitantes ». Pour baisser la tension, le maire de la ville, qui a encadré la marche avec des policiers, a suspendu jusqu'à nouvel ordre la prestation de la PCR. Par ailleurs, le maire a fait libérer 3 taximen moto arrêtés par la police lors de la manifestation.

Le parti de Fayulu conditionne le dépôt des candidatures par l'audit du fichier électoral par un cabinet extérieur compétent. « Le nombre de 43.955.181 d'électeurs donné par la Ceni est totalement faux, car il y a dans ce chiffre des millions de fictifs, c'est-à-dire des noms fabriqués, des personnes décédées, des mineurs et d'autres personnes qui ne peuvent pas être électeurs. C'est la raison pour laquelle Monsieur Kadima et son équipe ont refusé l'audit du fichier par un organisme indépendant, craignant la mise à nu de la supercherie », soutient Martin Fayulu. **Un acte déjà posé.** Les cinq experts nationaux et internationaux avaient présenté le 22

mai à Kinshasa, les conclusions de leur travail d'audit du fichier électoral. Il ressortait de ce rapport que sur plus de 47 millions enrôlés bruts, plus de 3 300 000 électeurs ont été élagués du fichier. Ce qui a ramené le nombre à 43 955 181 enrôlés.

Brazzaville : la 11e édition du Festival panafricain de musique ouvre ses portes le 15 juillet. Le thème choisi pour cette 11eme édition est la Rumba : envol de la base identitaire vers les vestiges du patrimoine de l'humanité. Une édition qui sera totalement consacrée à la Rumba congolaise à la suite de son inscription au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Après huit ans d'hibernation due à la crise économique mais aussi sanitaire, liée à la COVID-19, le FESPAM revient en 2023.

Les hauts responsables de l'aide humanitaire déclenchent une intensification des opérations dans l'est de la RDC. Cette augmentation des opérations devra mettre l'accent sur la pénurie de nourriture, la protection des personnes vulnérables et la propagation de maladies dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. «La brutalité exercée par les groupes armés envers les communautés locales et l'ampleur des besoins humanitaires de la population sont sans précédent. La souffrance est immense. Des millions de personnes ont désespérément besoin d'une aide humanitaire. Nous sommes pleinement engagés dans l'intensification de notre réponse », a déclaré Bruno Lemarquis, coordonnateur humanitaire en RDC. Depuis mars 2022, 2,8 millions de personnes ont été contraintes de fuir leurs foyers dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. La RDC compte désormais 6,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, soit le nombre le plus élevé de tous les pays africains. Malgré l'ampleur des besoins, le financement de la réponse humanitaire reste faible.

Mardi 20 juin.

L'Union européenne retire Kalev Mutondo et Emmanuel Ramazani de la liste des sanctions. Le Conseil a pris cette décision à la lumière des arrêts pertinents du Tribunal de mars 2023, rapporte un communiqué signé ce lundi 10 juin. Les sanctions de l'UE liées aux violations des droits de l'homme et aux entraves électorales restent en vigueur, et les mesures restrictives à l'encontre de 15 personnes sont toujours applicables. Le 5 décembre 2022, le Conseil a décidé de modifier les critères de désignation afin de permettre l'application de mesures restrictives individuelles à l'encontre de personnes physiques ou morales, d'entités ou d'organismes qui entretiennent ou soutiennent le conflit armé, l'instabilité ou l'insécurité en RDC.

Bintou Keita : « Le départ de la Monusco est déjà déclenché, mais il faut un retrait digne et pacifique ». Pour un retrait responsable de la Monusco, il faut que qu'il y ait la montée en puissance de la présence des Forces de sécurité de la RDC, a rappelé la cheffe de la Monusco. Le retrait de la Monusco se fait sur base de l'atteinte des conditions minimum des jalons les plus importants du plan de transition conjoint avec le Gouvernement de la RDC, notamment : la réduction sensible des menaces liées aux groupes armés grâce à une approche globale ; la mise en œuvre opérationnelle du programme P-DDRCS ; l'organisation des élections crédibles, transparentes, pacifiques tenues dans le délai constitutionnel. « La Monusco reste engagée dans tous les processus régionaux pour le retour de la paix dans l'Est de la RDC et, par conséquent, le retour des milliers des déplacés dans leurs milieux d'origine. C'est notamment le processus de Nairobi et celui de Luanda », a-t-ajouté.

Kinshasa : Sama Lukonde lance les travaux préparatoires de la Table ronde sur l'état de siège. Le Premier ministre a invité les participants au sens de responsabilité et au patriotisme pour l'approfondissement de la question en vue de produire un travail et une feuille de route qui doit permettre la bonne tenue de la Table ronde. Elle permettra d'orienter la décision du chef de l'Etat sur la requalification ou la levée pure et simple de l'état de siège.

Ituri : le HCR appelle à la fin des hostilités. « L'Ituri a besoin de la paix en vue de permettre à près d'un million de personnes, victimes des atrocités des groupes armés, de retrouver une vie normale », a déclaré le HCR à l'occasion de la journée mondiale des réfugiés célébrée ce mardi 20 juin.

La responsable du HCR en Ituri a condamné l'attaque, dans nuit du 11 au 12 juin, du site déplacées de Lala et qui a coûté la vie à quarante-six civils. Selon elle, des plaidoyers sont faits pour apporter de l'aide aux rescapés:

«Nous sommes en train de réunir les moyens pour que 800 abris qui étaient détruits puissent être reconstruits. Nous sommes également en train de faire des plaidoyers auprès des autres agences, pour que la question des vivres puisse être résolue ». Un autre plaidoyer est mené auprès des autorités pour assurer la sécurité des déplacés.

Nord-Kivu : la société civile de Lubero demande la réouverture du trafic routier sur l'axe Butembo-Goma. C'est depuis environ une année que le trafic sur cet axe était interdit, suite de l'occupation, par la rébellion du M23, de plusieurs agglomérations du territoire de Rutshuru. Le président de la société civile propose que l'ouverture de cet axe soit notamment accompagnée par l'escorte des véhicules des forces de l'EAC. La fermeture de cette route affecte négativement l'économie du territoire de Lubero.

Lubero : deux convois militaires de la Monusco attaqués par des hommes armés, dans la nuit de samedi à dimanche, à Kimbulu. «Un convoi partait de Beni pour Goma en passant par Lubero et Butembo et l'autre, lui, faisait le chemin en sens inverse ; donc Goma-Beni toujours en passant par Butembo et Lubero. Les deux convois ont été attaqués par des individus armés non identifiés. Ils ont essayé de bloquer la route pour empêcher nos convois d'avancer. Nous avons fait usage de tirs de sommation en tirant en l'air. Ce n'est pas la première fois que nous organisons des convois la nuit dans cette région. Cela se fait en toute transparence et toujours en coordination avec les autorités locales ».

Ituri : l'ONG Justice Plus plaide pour des opérations militaires de grande envergure contre les groupes armés, après le meurtre de 46 civils la semaine dernière au site des déplacés de Lala dans le territoire de Djugu. Elle « exhorte les autorités compétentes à ne plus faire confiance aux intentions mensongères des groupes armés qui ne respectent pas leur engagement. Ce qui traduit leur absence de volonté manifeste d'œuvrer pour la paix en Ituri ». Elle demande aux autorités militaires de traquer ces hommes armés dans les territoires de Djugu et Mahagi et de renforcer l'effectif des militaires dans les villages touchés par les violences et proches de sites pour la sécurité des déplacés. Justice plus demande également aux membres des communautés locales « de s'abstenir de tout acte de provocation des entités voisines pour éviter de nouvelles escalades des violences ».

Les Etats-Unis réitèrent leur appel « au Rwanda en vue du retrait immédiat » de ses soldats. Les Etats-Unis demandent également « au Rwanda de cesser immédiatement de soutenir le groupe armé M23, sanctionné par les Nations unies et les États-Unis, dont le groupe d'experts a constaté qu'il commettait de multiples violations du droit international humanitaire et des droits de la personne, notamment des viols et des exécutions sommaires de civils ». Washington dénonce également « la collaboration approuvée par les autorités militaires nationales d'éléments des forces armées congolaises avec de multiples groupes armés, en particulier les FDLR sanctionnés par l'ONU et les États-Unis », appelant le gouvernement de la RDC à mettre immédiatement fin à toute collaboration entre ces éléments. Washington appelle par ailleurs tous les groupes armés, « y compris le M23, la CODECO, les FDLR, MAPI et d'autres, à cesser les hostilités et à déposer les armes ».

Beni : les prix des denrées alimentaires toujours en hausse. Il s'agit de la pomme de terre et du poisson, deux aliments de base des habitants de la région. Pour les commerçants, la fermeture de la route Butembo-Goma à la suite de l'insécurité, et les fortes pluies dans la zone sont, entre autres, les causes de cette flambée des prix.

Journée mondiale des réfugiés : ouverture une mini-foire entrepreneuriale. En marge de la journée mondiale des réfugiés, commémorée ce 20 juin, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé une mini-foire entrepreneuriale au stade paralympique de basket de Goma (Nord-Kivu). Cette mini-foire qui va durer trois jours, regroupe plusieurs entreprises locales des réfugiés mais aussi des communautés hôtes afin de promouvoir l'intégration des réfugiés en RDC. Elle présente au public plusieurs produits notamment de l'artisanat. **Plusieurs réfugiés vivent dans des conditions difficiles dans l'Est de la RDC,** principalement dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu), a indiqué le HCR, à l'occasion de la journée mondiale des réfugiés ce mardi 20 juin. Ainsi, les réfugiés vivant à Lusenda, depuis deux mois, ils n'ont pas de la nourriture et huit mois sans savon. Le manque d'un calendrier pour la distribution de la ration alimentaire CBT du Programme alimentaire mondial (PAM) en est la cause. Pendant ce temps, plusieurs enfants réfugiés ont abandonné l'école.

Kindu : la Croix-Rouge sensibilise les femmes sur les violences sexuelles basées sur le genre. Cette séance a été organisée à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences sexuelles. Après avoir montré aux participants les types de violences et leurs conséquences, le chargé de la coopération CICR Sud-Kivu et Maniema, a conseillé aux victimes de dénoncer les violences sexuelles au lieu de faire, des arrangements à l'amiable. Ravies de cette sensibilisation, les participantes ont pris l'engagement de sensibiliser d'autres femmes. Ces femmes ont également déploré le fait que leurs violeurs, une fois arrêtés, ils sont relâchés.

La MOE-C déplore l'absence des témoins des partis politiques lors de l'enrôlement des électeurs. La Mission d'observation électorale citoyenne a rendu public son rapport d'évaluation des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs, qui s'étaient déroulées du 24 décembre 2022 au 7 mai 2023 à travers tout le pays. Près de 225 observateurs ont été déployés dans au moins 40 % des centres d'inscription dans les trois aires opérationnelles. La MOE-C regrette que lors de l'opération d'enrôlement des électeurs, les partis

politiques « se sont illustrés plus à battre campagne électorale qu'à déployer les témoins pour suivre les opérations. Et le premier à contester, c'est le parti politique ». Son coordonnateur appelle le Conseil supérieur de l'audiovisuelle (CSAC) à plus de vigilance et à faire respecter la loi face à la « campagne électorale précoce ». Cette mission d'observation ne s'était pas déployée dans les zones de conflits, ni à l'extérieur du pays.

Le parti politique MLP dénonce l'arrestation de Franck Diongo. Le président du parti politique Mouvement lumumbiste progressiste, a été enlevé ce 20 juin par des hommes armés en uniformes. Le MLP exige la libération sans condition ni délai de son président. Jusque-là, la cause de l'interpellation de Franck Diongo n'est pas encore connue. Le lieu de sa détention n'est pas encore relevé. M. Lohata dénonce la « dictature qui s'installe au pays ».

Kwilu : 56 agents électoraux retenus pour prester dans 7 bureaux de réception des candidatures. Selon le secrétaire exécutif provincial de la Ceni Kwilu, « lors de cette formation nous avons organisé deux évaluations, à l'issue desquelles nous avons retenu 56 candidats sur les 77. Et ce sont ces 56 candidats qui vont travailler dans les 7 bureaux de réception et traitement des candidatures ». Le dépôt des candidatures pour la députation va débiter le 25 juin prochain sur toute l'étendue de la République, selon le calendrier électoral publié par la Ceni.

Les annonces de retrait du M23 avaient pour but de gagner du temps face à la pression internationale (experts de l'ONU) « Malgré les initiatives menées aux niveaux bilatéraux, régional et international pour désamorcer la crise liée au M23, ce groupe armé, qui fait l'objet de sanctions, a continué d'étendre considérablement son territoire et de multiplier ses attaques, causant une crise humanitaire de grande ampleur et le déplacement de plus d'un million de civils dans la province du Nord-Kivu », note le rapport. Le M23 a également tenté, selon le rapport, de se faire des alliés dans le Sud-Kivu, en particulier le groupe armé Twirwaneho, dans le but d'y ouvrir un front. Pour les experts, la diversité des équipements militaires du M23, dont certains de production récente, montre l'importante puissance de feu du groupe armé et atteste des violations de l'embargo sur les armes. **L'implication du Rwanda révélée.** « Le Groupe d'experts a obtenu de nouvelles preuves des interventions directes de la Force de défense rwandaise (RDF) en RDC, soit pour renforcer les combattants du M23 soit pour mener des opérations militaires contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda et les groupes armés locaux ». Le Groupe d'experts a identifié plusieurs commandants et responsables de la RDF qui coordonnent les opérations de la Force en RDC.

Le pont Maréchal menacé par des nids-de-poule, 40 ans après son inauguration. Selon un rapport technique établi par les experts japonais, le pont Maréchal se trouve parsemé de talus, de fissures et des nids-de-poule qui font pénétrer les eaux des pluies jusqu'à la plateforme métallique de l'édifice. Des travaux urgents de placement d'une nouvelle couche d'asphalte s'avèrent donc indispensables. Ces travaux devraient être effectués 25 ans après la construction du pont. Cependant, 40 ans après, ils ne sont toujours pas réalisés. La construction du pont Maréchal a débuté en 1979 et fut achevée en 1983. Elle a été réalisée par un consortium d'entreprises japonaises et financée en partie par le gouvernement nippon sur requête du président Mobutu qui l'a inauguré le 20 juin 1983. Avec 723m de longueur et 12 m de largeur avec un tirant d'air de 520 m, le pont Maréchal était jusqu'en 2018 le pont suspendu le plus long du continent africain. Il attire régulièrement des touristes.

Mercredi 21 juin.

Face à l'aggravation de l'insécurité alimentaire, le PAM active son niveau d'alerte le plus élevé. « La situation d'aujourd'hui n'est pas habituelle ; elle n'est pas non plus à remettre au lendemain. L'opération humanitaire ne peut pas répondre de manière adéquate, et ceux qui ont fui la violence vivent dans des conditions précaires dans des abris de fortune ou dans des familles d'accueil déjà surchargées. Ils ont peu d'accès à l'eau potable, aux centres de santé et aux terres cultivables », a-t-il détaillé, relevant que l'Est de la RDC est « un exemple classique de crise oubliée ». L'Est du pays est aux prises avec des groupes armés non étatiques actifs, ce qui aggrave le cycle de violence en cours, provoque des déplacements massifs de population et exacerbe une situation humanitaire déjà fragile. Environ 5,7 millions de personnes ont été déplacées depuis mars 2022 dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri. 6,2 millions de personnes ont fui leurs maisons à travers le pays, le nombre le plus élevé d'Afrique. Plus de 25 millions de personnes seront confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en 2023, « soit trois fois la population de la Suisse ». La crise climatique aggrave une situation humanitaire déjà fragile. Face à une hausse des besoins sur le terrain, le PAM a besoin de 870 millions de dollars pour la réponse humanitaire en RDC. Cependant, il manque 738,5 millions de dollars (85 %). Bref, le plan de réponse n'est financé qu'à 15%.

Affaire Bukanga-Lonzo : nouvelles poursuites de la Cour constitutionnelle contre Matata Ponyo. Le Procureur général près la Cour constitutionnelle, motive sa demande par l'existence des faits nouveaux contenus

dans un rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) qui fait état d'infractions de faux et usage de faux et de détournement des deniers publics à charge de l'ancien Premier ministre. Contacté Augustin Matata Ponyo promet de réagir au cours d'un point de presse ce mercredi 21 juin. **Matata Ponyo dénonce « l'utilisation de la justice par le pouvoir pour l'éliminer de la course à la présidentielle »**. Dans un point de presse tenu ce mercredi 21 juin à Kinshasa, l'ancien Premier-ministre dénonce « l'illégalité et l'irrégularité d'un nouveau réquisitoire » pour la levée de ses immunités au Sénat. Il dénonce l'attitude du bureau du Sénat. En ce qui concerne le dossier de Bukanga Lonzo, le Sénat n'avait pas répondu favorablement à la demande du procureur général près la Cour constitutionnelle pour lever l'immunité du sénateur Augustin Matata Ponyo. La demande avait été finalement soumise au vote en plénière. Cette dernière avait rejeté la demande. Il estime que le bureau du Sénat, qui a donné le feu vert au procureur près la Cour constitutionnelle de le poursuivre, ne peut pas aller à l'encontre de la décision de la plénière.

La Synergie des syndicats des enseignants appelle le Gouvernement à reporter la session ordinaire de l'examen d'Etat. Leur démarche vise à amener le Gouvernement à améliorer l'organisation de cette épreuve certificative nationale, qui connaît quelques couacs : entre autres le non-paiement des primes intervenant dans l'organisation de cet examen et la fermeture du Centre national de sa correction, dont les agents sont en grève.

Nord-Kivu : l'administrateur du parc des Virunga alerte encore une fois sur l'insécurité due aux groupes armés dans ce parc. La présence des rebelles du M23 et des combattants des groupes armés locaux est à la base de l'insécurité dans le parc des Virunga au Nord-Kivu, a alerté, une fois de plus, l'administrateur de ce parc, François Xavier De Donnea. Il a fait part de cette situation sécuritaire au ministre de la Défense, Jean-Pierre Bemba. Il a rappelé que les écogardes de Virunga sont victimes d'attaques armées parfois meurtrières. « La situation au Haut-Uele dans le parc de la Garamba est pacifiée. Mais au parc de Virunga, la présence des milices locales indépendamment de la présence du M23, qui est aussi extrêmement gênante, nous pose beaucoup de problèmes ».

Procès Mwangachuchu : la Haute Cour militaire renvoi l'affaire à vendredi prochain. L'audience du 20 juin devait être consacrée à l'examen des cartes USB trouvées dans le coffre-fort du prévenu. Elle devait aussi porter sur le rapport du test COVID-19 de l'Institut national de la recherche biomédicale (INRB) et déclencher l'instruction de la détention d'armes et munitions de guerre chez le prévenu. Mais la santé de ce dernier, qui dit souffrir des palpitations et autres pathologies, n'a pas permis aux juges d'instruire.

Ituri : près de 25 000 déplacés de Djugu en détresse à Bunia. Près de 25.800 déplacés vivent dans des conditions extrêmement difficiles sur les sites de l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) Bunia et de Kigonze (Ituri). Ils demandent au gouvernement de mettre fin au phénomène « groupes armés » pour leur permettre de retourner dans leurs villages. Ils plaident aussi pour le renforcement de la sécurité autour des sites des déplacés. Plusieurs déplacés vulnérables sont morts de faim et de manque de soins. A cela s'ajoutent des conditions d'hygiène déplorables qui exposent ces déplacés à des maladies, des enfants sont forcés de mendier dans les rues de Bunia pour survivre.

Oicha : les élèves d'une école primaire s'insurgent contre l'occupation de leurs salles de classe par des déplacés depuis 8 ans. Huit ans après, ces élèves ne comprennent toujours pas pourquoi leurs bâtiments scolaires continuent à servir d'habitation aux familles des déplacés de guerre. Pourtant ces déplacés reçoivent de l'assistance en argent liquide des organisations humanitaires ainsi que du Gouvernement ; des moyens qui pourraient leur permettre de se trouver un loyer dans la cité, précisent ces élèves. Ils demandent à leurs responsables que ces déplacés soient hébergés ailleurs qu'au sein de leur école, et ce, dès la rentrée scolaire prochaine.

Kanyabayonga : libération des femmes déplacées arrêtées par l'ICCN. La société civile de Kanyabayonga, qui confirme cette libération, fait savoir que celle-ci était conditionnée par le paiement d'une somme de 200 dollars par chacune. Il fait savoir qu'un élu a payé la caution de toutes les femmes. Ces neuf femmes déplacées, avaient été arrêtées le 5 juin dans le village de Bushikwa par les écogardes de l'ICCN, à la limite des territoires de Lubero et de Rutshuru. Ils leur reprochaient d'avoir accédé à une zone de conflit entre l'ICCN et la communauté locale.

Yoweri Museveni : « Nous n'avons aucune excuse pour ne pas traquer les terroristes ADF jusqu'à leur extinction ». Le président ougandais a appelé les forces armées de son pays et celles de la RDC à tout mettre en œuvre pour l'élimination totale des ADF dans la région. Après le massacre de 37 écoliers du lycée Mpondwe dans la région de Bwera, il a annoncé que les forces conjointes FARDC-UPDF se sont engagées à intensifier les opérations de traque des rebelles des ADF dans la partie Ouest de la RN4 dans le territoire d'Irumu.

Le taux directeur de la Banque centrale passe de 9 à 11%. Cette mesure se veut préventive pour faire face à la persistance des incertitudes de l'économie mondiale, surtout en ce qui concerne la croissance et l'inflation, d'une part et d'autre part, les incertitudes des chocs endogènes et exogènes, fait savoir le communiqué final sanctionnant cette analyse de la conjoncture économique pour le compte du deuxième trimestre 2023.

Elections 2023 : le caucus des femmes du Sud-Kivu encourage les femmes à postuler. Des femmes potentielles candidates venues de Fizi, Uvira, Kabare et Mwenga, sont formées depuis le mardi 21 juin sur l'école des campagnes électorales à Bukavu (Sud-Kivu). Elles bénéficient de l'accompagnement du caucus des femmes pour la paix. Cette formation est soutenue par le projet Promouvoir la participation politique des femmes et la mobilisation communautaire en faveur de l'égalité des sexes au Sud-Kivu.

Conséquences des inondations de mai : le tronçon de la route menant vers Kalehe au Sud-Kivu reste impraticable. Les travaux sont surtout ralentis par des corps sans vie que l'on continue de retrouver dans les décombres. Les sinistrés, eux, devraient être délocalisés vers l'aérodrome de Loako, site choisi par le gouvernement provincial. Certains sinistrés refusent de s'y installer, l'aérodrome de Loako étant jugé éloigné de leur centre d'intérêt. « Cette délocalisation est provisoire, le temps de trouver un compromis avec des propriétaires terriens pour une solution définitive ».

Me John Omehata : « Franck Diongo est victime d'un enlèvement pur et simple ». D'après John Omehata, son client n'a jamais reçu une quelconque invitation ni citation à témoin ou renseignant dans une affaire. « Dans un Etat de droit, on respecte la procédure. Et la procédure veut qu'il y ait une invitation. Donc l'arrêter dans ces conditions est un enlèvement pur et simple, puisque j'ai entrepris des démarches depuis hier pour savoir où il est. Personne n'accepte qu'il détient Franck Diongo ».

Kalemie : colère de la population après la majoration des factures de la SNEL, pour les mois de mai et de juin. Dans une conférence de presse tenue le 20 juin à Kalemie, le chef de centre de la Snel souligne que cette hausse de la facture de consommation est un ajustement qui est fait, suivant le taux directeur de la Banque centrale du Congo : « Concernant la facturation du mois de mai, le taux directeur de la Banque centrale du Congo pour 1 USD était de 2344 FC. Alors que pour le mois de juin, le taux directeur de la Banque centrale est de 2406 FC.

Jeudi 22 juin.

Butembo : 199 cas de violence sexuelle enregistrés en 6 mois. Selon l'infirmière conseillère au sein de l'Ong Femme engagée pour la promotion de la santé intégrale « on peut en recevoir quatre et même cinq par jour, surtout lorsque les cas d'incursions nocturnes se multiplient ». La plupart de ces victimes, viennent de Butembo et ses environs. Les victimes bénéficient d'une prise en charge psycho-médicale de la part de FEPSI. Celles qui ont besoin d'une prise en charge juridique sont référées auprès des partenaires, indique la même source.

Mauvaises conditions à la maternité de Kintambo : le médecin-directeur dément les témoignages des pensionnaires. La médecin-directrice de cette maternité, a ainsi démenti les témoignages des pensionnaires faisant état de mauvaises conditions d'hospitalisation : « il y a des coupures électriques qui peuvent arriver ou des délestages. Nous ne pouvons pas mettre la vie de la femme et de l'enfant en danger. Déontologiquement, il n'est pas permis de faire une opération dans le noir, nous ne le faisons pas ». Elle assure que l'eau coule à la maternité, contrairement aux témoignages des pensionnaires. Selon elle, des efforts sont fournis pour améliorer la prise en charge des malades, dans le cadre du programme de couverture de santé universelle et de maternité gratuite.

Beni : conditions de vie difficiles pour des milliers de déplacés de guerre. Une dizaine de familles avec près de cinquante personnes vivent dans un bâtiment de dix cellules en planches, construit dans la concession de l'Eglise Anglicane à Ruwenzori. Pour survivre, certains s'adonnent à la mendicité. D'autres cependant vont travailler dans les champs appartenant aux autochtones, afin de pouvoir obtenir la nourriture. Des enfants ne vont plus à l'école depuis qu'ils sont arrivés à Beni. Eux aussi passent leur journée à mendier ou à s'adonner à de petites activités. Malgré les efforts fournis dans le cadre de l'auto prise en charge, ces déplacés écoulent difficilement leurs marchandises ; certains autochtones se méfiant de leurs articles. Ils recommandent au Gouvernement de pacifier leurs villages en proie à l'insécurité des groupes armés, pour leur permettre de reprendre la vie normale.

Kinshasa : sortie officielle du regroupement politique « Alliance-Bloc 50 », dirigé par le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya, a effectué sa sortie officielle le 21 juin à Kinshasa. Son objectif est d'accorder un second mandat au Président Félix Tshisekedi avec une majorité parlementaire. Par ce soutien, l'A/B50 veut contribuer à la matérialisation du rêve d'un Congo fort, prospère et solidaire mais aussi à la pacification de l'Est de la RDC. Ce regroupement politique compte jusque-là huit (8) formations politiques.

L'ONU confirme les liens organisationnels entre les ADF et l'Etat Islamique. Sur la base de nombreuses preuves documentées, le groupe d'experts des Nations unies sur la RDC dit avoir établi que l'Etat islamique fournit un soutien financier aux rebelles des ADF depuis 2019. Il le fait par le biais d'un système financier complexe impliquant des individus dans plusieurs pays du continent africain, notamment : la Somalie, l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Ouganda. Les experts de l'ONU affirment que les ADF ont essayé d'étendre leurs activités au-delà des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, en envoyant des combattants ou collaborateurs en mission de reconnaissance ailleurs. Les ADF ont continué de recruter dans plusieurs mosquées d'Uvira au Sud-Kivu et de Kalemie au Tanganyika. Depuis la fin de 2021, les ADF ont également tenu plusieurs réunions avec des représentants de l'Etat islamique au Mozambique et au Sud-Kivu, pour échanger sur les stratégies et tactiques opérationnelles. Les ADF ont cherché à recruter et à mener des attaques à Kinshasa et dans les provinces de la Tshopo, du Haut-Uele et du Sud-Kivu. Le 11 mars 2021, les Etats-Unis avaient placé les rebelles de l'ADF en (RDC) et un mouvement djihadiste au Mozambique parmi les « groupes terroristes » affiliés au groupe Etat islamique (EI).

Uvira : les détenus de la prison centrale reçoivent l'assistance des agents Monusco. « Nous avons reçu une donation constituée de 10 sacs de farine de maïs, 4 sacs de riz, 4 sacs de haricot, 40 litres d'huile végétale, des cartons de biscuit, et quelques vêtements usagers et des souliers. Tout cela va soulager les prisonniers bénéficiaires de cette assistance. Ça fait au moins trois jours que notre stock vient de s'épuiser. Mais nous avons l'espoir que, bientôt, on va encore avoir une nouvelle subvention » indique le directeur de la prison d'Uvira. Cette assistance rejoint celle de la Croix-Rouge de la RDC, des confessions religieuses et d'autres bienfaiteurs privés.

Beni : la LUCHA dénonce la détérioration de la situation sécuritaire à Kasindi à la suite des attaques des ADF. L'alerte de la Lucha fait suite aux attaques des ADF du 12 et 18 juin. Ces attaques ont coûté la vie à 46 personnes. La Lucha a accusé les services de sécurité d'avoir failli à leur mission et a dénoncé certains militaires, qui seraient plus préoccupés par leurs business que la sécurité des biens et des habitants de cette cité. Réagissant à ces accusations, le porte-parole des opérations militaire Sokola 1, appelle les mouvements citoyens membres de la société civile à la collaboration plutôt qu'à l'affrontement. Lors de ce point de presse, la Lucha a invité la population à se désolidariser de l'ennemi. Aux hommes politiques, elle a demandé d'arrêter de diviser la population. Le dimanche 15 janvier, une autre attaque d'une église à Kasindi, avait fait dix-sept morts.

Lubero : la première expérience de la relance de la culture du blé donne des résultats satisfaisants. La station de l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomique (INERA) se félicitent d'une tonne de semence de blé récoltée sur une étendue d'un demi-hectare. L'heure est à la phase de multiplication à grande échelle.

Combats M23-groupes armés de Masisi : des centaines de personnes déplacées affluent vers Kitshanga. Ces déplacés ont fui, les affrontements entre les groupes armés locaux et les rebelles du M23 dans certains villages. La société civile affirme que des combats ont encore opposé, le 21 juin, ces belligérants à Kasura, Butale et au Monastère Mokoto. Elle déplore que la population soit victime des tracasseries de la part de tous les belligérants.

Sud-Kivu : des hommes armés signalés dans le Parc de Kahuzi Biega (Responsables). Ces hommes tenteraient d'envahir le parc pour exploitation illicite de ses ressources. « Ce qui menace l'intégrité de la biodiversité préservée dans le parc ». Les responsables du Parc national de Kahuzi Biega demandent aux habitants riverains du parc, dont les peuples autochtones, à ne pas collaborer, apporter soutien ni faire alliance avec ces inciviques qui menacent la sécurité de cette aire protégée et celle des communautés locales.

Nord-Kivu : 20 écoles équipées par l'ONG NRC à Oicha. Le don a été offert à travers un projet de deux ans, initié par l'ONG Conseil norvégien pour les réfugiés (CNR), pour une assistance et un accompagnement éducationnel en faveur de plus de huit mille enfants déplacés et vulnérables. L'aide été octroyé selon les besoins de chaque établissement scolaire, soit en bâtiments, ou en matériel didactique, ou en kits aux apprenants, etc.

Ituri : des déplacés de guerre se prennent en charge grâce aux petits métiers. Certains déplacés de guerre du site de Kigonze à Bunia et de Kasenyi, à 55 km de Bunia (Ituri), parviennent à se prendre en charge grâce aux

petits métiers. La plupart ont été formés en 2022, à la fabrication des savons et à la couture. La formation a été assurée par le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), antenne de Bunia (Ituri), à travers l'ONG Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI).

Beni : découverte des ossements humains d'une quinzaine de personnes à Tenambo. Avec des agents de la Croix rouge, les autorités administratives et militaires, accompagnées de quelques jeunes de la cité d'Oicha, ont procédé à l'enterrement des restes des corps de ce qui semble être des civils tués il y a trois mois par les ADF, après avoir été enlevés par ces rebelles, indique le porte-parole des opérations Sokola 1 Grand nord.

Paris : Sama Lukonde lance un appel à plus d'investissements dans le secteur énergétique en RDC. Le chef de l'exécutif a pris part à une table ronde présidentielle sur l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique (AGIA) organisée par la Banque africaine de développement (BAD). « Nous voulons qu'à côté de cette structuration que vous avez faite en termes d'accompagnement des projets, nous ayons plus d'investisseurs. Inga, c'est un grand projet intégrateur. Aujourd'hui, la première phrase pourrait demander 7 milliards USD. Qui dit énergie, dit eau pour ces populations. Et qui dit énergie, dit industries, agriculture, transformation au niveau local pour l'amélioration de la chaîne de valeur, surtout que nous intervenons dans notre rôle de pays solution, avec les minerais dans la transition énergétique, dans la fabrication des batteries électriques. Donc il y a de grandes attentes de ce côté. Et nous espérons que vous serez à côté pour atteindre cet objectif ». AGIA est une solution cohérente, inclusive et pratique pour accélérer la réalisation de l'objectif de zéro émission nette. L'objectif de l'alliance est de mobiliser 10 milliards USD auprès des secteurs privés pour financer les infrastructures vertes en Afrique.

Vendredi 23 juin.

Ituri : 47% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et 5% de malnutrition aigüe en Ituri. A cela s'ajoutent des adultes, notamment des déplacés de guerre, qui ont un déficit alimentaire. Cette situation est la conséquence de la guerre en Ituri et des difficultés d'accès aux soins médicaux. La restauration de la paix constitue la priorité du gouvernement provincial pour réduire le taux de malnutrition en Ituri.

Félix Tshisekedi attendu ce vendredi à Kananga pour lancer les travaux antiérosifs. Le Projet d'urgence et de résilience urbaine de Kananga (PURUK) vise à mettre fin aux têtes d'érosions qui menacent le chef-lieu du Kasai-Central situé au centre de la RDC. Au moins deux cents têtes d'érosions ont été répertoriées. Ce projet est financé par la Banque mondiale à hauteur de 100 millions USD, sous la supervision du ministère de l'Urbanisme et Habitat. Les travaux antiérosifs vont durer sept mois.

Kwilu : rareté et hausse de prix du millet à Gungu, l'aliment de base dans cette partie de la province du Kwilu. Le président de la société civile explique cette rareté par l'abondance des pluies qui s'abattent régulièrement sur cette cité. Outre le millet, il parle aussi la rareté de maïs au marché de Gungu.

Kinshasa : validation de la 3e phase du Programme d'appui à la réforme de la police, par le ministre de l'Intérieur, en présence des partenaires extérieurs, dont l'Union européenne qui finance ce programme. Pour permettre au programme d'aller de l'avant et d'atteindre les objectifs fixés et les impacts attendus, le comité technique adresse aux autorités de pilotage, dont le ministre de l'Intérieur, quelques demandes : « Le cadre légal et réglementaire, le budget de la réforme de la police nationale congolaise, la gestion des ressources humaines et la base des données, la formation des commissaires, la formation en maintien de la paix et de l'ordre public, les doctrines de gestion de l'espace public et des unités d'intervention, les infrastructures ». PARP III a achevé la construction et l'équipement d'une académie de police au village Kimpoko de Kinshasa, dont l'opérationnalisation attend le réaménagement des voies d'accès par le Gouvernement.

Culture : Sammy Baloji présente son film « Augure » ce vendredi à Kinshasa. Cette présentation intervient après son retour du prestigieux Festival de Cannes en France, où il a raflé le grand prix « New Voice » dans la catégorie « un certain regard ». Ce film met en lumière la beauté, la complexité de la RDC tout en célébrant son peuple et sa résilience.

Le projet « Transforme » opérationnel dans la ville de Bukavu. Lancé en mars dernier à Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental), « Transforme » est une émanation du projet du gouvernement congolais PADMPME, financé par la Banque mondiale pour soutenir techniquement et financièrement des Petites et Moyennes Entreprises et des entrepreneurs. Doté d'une enveloppe de 300 millions de dollars pour une durée initiale de quatre ans, « Transforme » mettra l'accent sur l'autonomisation des femmes entrepreneures et l'inclusion financière.

Butembo : plus de 20 maisons incendiées et des arrestations opérées à la suite d'un conflit foncier à Luotu. « Les Fardc sont arrivées la nuit pour arrêter certaines personnes en conflit du pouvoir coutumier et conflit foncier. Ils ont arrêté trois jeunes qui n'étaient pas concernés par ce conflit. La population s'est directement révoltée contre les personnes en conflit. Nous voulons que la violation de la loi, des droits humains, et les arrestations arbitraires puissent cesser dans notre entité de Luotu ». Le président de la société civile de Luotu condamne les arrestations arbitraires qui sont à la base, selon lui, de plusieurs conflits dans cette entité, qui vit grâce à l'agriculture. Il condamne aussi le fait que des riches qui viennent avec des commissionnaires ravissent des lopins de terre. C'est ce qui fait que des conflits se multiplient dans la région à cause de l'argent.

« **Le processus électoral est mal engagé** », alerte la Cenco. Les évêques catholiques déplorent « le refus » de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de répondre favorablement à deux inquiétudes : l'inexistence d'un cadre de concertation tripartite (Majorité, opposition et société civile), "idéal pour clarifier la problématique des centres d'inscription des électeurs qui n'ont pas été retrouvés sur le terrain, la question du matériel électoral détenu par des personnes non qualifiées, la situation de l'exhaustivité des données des centres d'inscription ayant connu des dysfonctionnements", l'absence d'une contre-expertise crédible par un organisme international spécialisé pour auditer le fichier électoral. La Cenco note « un recul déplorable, caractérisé par la répression violente des manifestations de l'opposition, la restriction des mouvements des opposants, des tentatives des projets de loi discriminatoires, l'instrumentalisation de la justice et les arrestations arbitraires ». Le peuple n'acceptera par un empêchement purement politique de qui que ce soit de se présenter comme candidat.

Bukavu : appel à l'aide en faveur des étudiants sinistrés de Kalehe. Victimes des inondations qui avaient endeuillé en mai dernier les villages de Bushushu et Nyamukubi, ces étudiants ne peuvent plus passer les examens dans leurs établissements universitaires respectifs de Bukavu. Certains ont perdu leurs parents, d'autres tous les biens et ne savent où donner la tête. Ces étudiants « continuent à solliciter l'aide que ce soit à travers le gouvernement provincial, le gouvernement national, tous les partenaires du gouvernement congolais, toutes les personnes physiques ou morales de bonne foi ».

Lubumbashi : le professeur Muyembe plaide pour la restructuration des milieux urbains pour lutter contre les épidémies. Le directeur général de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) a déclaré « la plupart de nos épidémies viennent de l'environnement et de nos relations avec le monde animal. Nous avons été capables de donner une riposte vigoureuse à la plupart des épidémies que nous avons eues et ces épidémies commencent en milieu rural et sont amplifiées par les villes parce que les villes ne sont pas très bien structurées ». Pour lui, les villes congolaises ne présentent pas beaucoup de sécurité de santé. « Nous devons travailler pour améliorer nos conditions d'existence dans la ville, mitiger les promiscuités. Il y a trop d'encombrement, il n'y a pas d'eau potable, etc. ». Cette situation d'insalubrité provoque la prolifération des maladies dans les villes.

Kindu : début de l'opération de démolition des constructions anarchiques. L'opération vise à rouvrir toutes les voies barrées par des maisons anarchiquement construites. Pour le maire, l'intérêt de cette opération est de dégager le passage sur les espaces verts.

Le groupe de presse « La Référence Plus » exige un procès sur l'assassinat du couple Franck Ngyke. Le président directeur général du groupe de presse « La Référence Plus » s'appuie sur la déclaration du chef de l'Etat selon laquelle, aucun crime contre les droits de l'homme ne restera impuni. La famille rappelle que Franck Ngyke avait été assassiné avec son épouse le 3 novembre 2005 à domicile devant leurs enfants., alors que le journaliste revenait de la rédaction.

Goma : 13 riverains de la prison de Munzenze arrêtés. Prince Kihangi, député provincial du Nord-Kivu dénonce ces arrestations car, d'après lui, les personnes arrêtées n'ont fait que revendiquer leurs droits. Il plaide pour la mise sur pied, par le gouverneur, d'une commission mixte afin de déterminer les limites réelles de la concession appartenant à la prison. Une telle démarche, ajoute-il, privilégierait la paix sociale et le respect équitable des droits des uns et des autres. La délocalisation de la prison centrale de Munzenze a été saluée par toute la population de la ville de Goma. Parce qu'en effet, la présence d'une si grande prison dans la ville contribue à l'insécurité de la population. Cependant, dans les environs de cette prison, il y a des familles qui ont vécu, des familles propriétaires des parcelles et que ces parcelles ne doivent pas être incluses dans le croquis de la prison.

Insécurité à Kwango : un nouveau couvre-feu décrété sur toute la province. Ce couvre-feu est imposé à la suite de l'avancement de la milice Mobondo vers plusieurs villages de Kwango. Au moins trois miliciens ont été arrêtés jeudi dernier dans le secteur de Kolokoso. Ils étaient en train de préparer un assaut avant la passation des épreuves de la session ordinaire de l'examen d'Etat, précise le porte-parole du gouvernement provincial de

Kwango. « Nous demandons à la population d'être vigilante et de collaborer avec les services de sécurité pour qu'ils puissent bien faire leur travail ».

Ituri : la Réserve des faunes à Okapi menacée par des activités humaines (Responsables). La Réserve des faunes à Okapi dénonce la perte de plus de 400 hectares de son espace à la suite des activités humaines. Le communiqué fait état de la destruction du patrimoine de cette aire protégée par : une forte expansion d'activités agricoles dans les zones délimitées à l'intérieur de la Réserve, l'abattage des arbres pour la production de charbon, le sciage pour les planches l'exploitation minière illicite artisanale et semi-industrielle qui rase la forêt. Il a appelé à la protection collective de ce site, qui est le patrimoine mondial de l'Unesco.

Nord-Kivu : 3 villages de Mufuni Shanga abandonnés à la suite des attaques des combattants Wazalendo. Il s'agit des combattants de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS), de Janvier Karahiri et ceux de l'Union des Patriotes Congolais pour la reconstruction du Congo (UPCRL). Celle-ci est une nouvelle milice qui a vu le jour dans le territoire de Masisi. Ces combattants ont notamment installé leurs positions avancées à l'entrée de chaque village, où ils ont dressé des barrières illégales et font payer des taxes aux passants. A la tombée des nuits, lors de leurs missions des patrouilles, ces deux groupes s'affrontent régulièrement.

Tanganyika : un militaire tué et deux autres blessés dans un accrochage entre l'armée et des miliciens twa à Moba. A la base de ces accrochages, les miliciens twa volaient le maïs dans les champs des bantous et les militaires voulaient les en empêcher. C'est alors que ces miliciens ont commencé à tirer des flèches. Dans ces accrochages, un militaire, touché par des flèches est décédé. Deux autres militaires ont été blessés.

Luanda : début des travaux préparatoires de la quadripartite CEEAC-EAC-CIRGL-SADC, sur la situation sécuritaire dans la partie orientale de la RDC, se tiennent depuis ce 23 juin à Luanda (Angola). Au cours de ces travaux, les experts de ces organisations régionales et sous régionales harmonisent les vues pour arriver à une coordination de toutes les forces déployées dans l'Est de la RDC pour éviter le chevauchement dans leurs actions afin d'aboutir à la pacification de cette partie du pays. Le sommet se tiendra, le 27 juin prochain, toujours à Luanda.

La réforme du statut des magistrats jugée opportune par les acteurs clés du secteur. Après 3 jours de débats, sur la réforme judiciaire congolaise, les membres du Conseil supérieur de la magistrature, du ministère de la justice et du parlement ont finalement harmonisé leurs vues. Tous sont d'accord qu'il faut modifier le statut des magistrats pour notamment renforcer le régime des sanctions au sein de la magistrature. Toutes les parties sont unanimes pour soutenir la proposition de loi qui porte cette modification.

Nord-Kivu: la société civile de Lubero déplore la dégradation de la route Butembo-Kanyabayonga, long d'environ 150 km, sur la RN4. Des érosions s'y sont créées et plusieurs ponts menacent de s'effondrer. Cette situation risque de provoquer la détérioration de certains produits agricoles périssables évacués de Lubero vers d'autres localités via la route Butembo-Kanyabayonga. La coordination de la société civile du territoire de Lubero appelle les autorités à évaluer les travaux d'entretien qui sont censés être fait sur cette route.

Samedi 24 juin.

Félix Tshisekedi lance les travaux antiérosifs à Kananga. Ces travaux rentrent dans le cadre du programme dénommé « Projet d'urgence pour la résilience urbaine de Kananga (PURUK) ». Ils sont financés par la Banque mondiale à hauteur de 100 millions USD. Ils seront exécutés par l'Office des voiries et drainage (OVD), sous la supervision du ministère de l'Urbanisme et Habitat. Selon le chronogramme, ces travaux dureront sept mois.

Près de la moitié de la route Bukavu-Shabunda de plus en plus praticable. Plus de 140 km de la route Bukavu-Burhale-Ngolombe à Shabunda sont désormais praticables. L'Office des routes poursuit l'élargissement, la suppression des bourniers et le rechargement pour atteindre Kigulube. Shabunda est le plus grand territoire du Sud-Kivu. Il regorge de produits agricoles et des gisements miniers. Et pour développer le Sud-Kivu, "il n'y a qu'une seule voie, c'est réhabiliter la route Bukavu-Shabunda-Centre", a estimé le gouverneur.

Affaire Bukanga Lonzo : Matata Ponyo porte plainte contre Jean-Paul Mukolo et Modeste Bahati. « En vue d'accélérer le traitement de la plainte contre le PG Mukolo, le dossier vient d'être déposé directement au Parquet près la Cour de cassation. J'espère que le Pdt Bahati et son complice Mukolo, qui violent la Constitution et les lois du pays, seront interpellés rapidement », écrit Matata Ponyo. Il accuse Jean-Paul Mukolo de demander à son co-accusé Patrice Kitebi, ancien ministre délégué aux Finances, de témoigner à charge du sénateur, afin de le faire condamner et l'éliminer de la présidentielle 2023. Il reproche aussi à Modeste Bahati de vouloir à tout

prix l'éliminer politiquement. **Matata sera jugé ou pas ?** A ce sujet, Leopold Kondaloko, professeur de Droit à l'Université de Kinshasa (UNIKIN), se référant à la Constitution, estime que tous les Congolais sont égaux devant la loi : « Tous les Congolais sont égaux devant la loi. Matata Ponyo, on le poursuit pourquoi ? D'abord, en tant que Congolais, ensuite il a été Premier ministre pour avoir géré ce pays. Alors, lorsque vous commettez des infractions, la Constitution l'a si bien dit à l'article 163 que la Cour constitutionnelle est la juridiction pénale du Chef de l'Etat et du Premier ministre dans les cas et les conditions prévus par la Constitution ». L'article 164, poursuit-il, indique que « la Cour constitutionnelle est le juge pénal du président de la République et du Premier ministre pour des infractions politiques, de haute trahison, d'outrage au Parlement et pour les autres infractions de droit commun commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, point ».

Kinshasa : la COPECOP plaide pour la professionnalisation de la pêche de capture dans le pool Malebo. Selon ces pêcheurs, la pêche de capture dans le pool Malebo de Kinshasa est devenue une activité peu rentable pour les pêcheurs artisanaux. Cette situation est due à la pratique de la pêche illégale et non-règlementée mais aussi à une forte demande des poissons sur le marché kinois. Ces facteurs entraînent la raréfaction des poissons de capture dans le pool Malebo. Environ quinze mille personnes pratiquent la pêche artisanale dans le pool Malebo sur une dizaine des sites. Nombreux parmi ces pêcheurs recourent à des pratiques qui affectent la reproduction et le grossissement des poissons dans le fleuve Congo. Le ministère de la Pêche et Elevage doit mettre en place une brigade qui aura pour mission de réguler la pêche de capture à partir de Kinsuka jusqu'à Ngamanzo,

Sommet pour un nouveau pacte financier mondial : Sama Lukonde plaide pour que le crédit carbone bénéficie aux populations congolaises. Le Premier ministre a tout d'abord vanté la position de "pays-solution" qu'occupe la RDC en ce qui concerne les questions liées à la lutte contre les changements climatiques. « nous avons 62% des forêts du bassin du Congo à l'intérieur de la seule RDC, que nous partageons avec 16 autres pays et nous avons des tourbières, des mangroves, qui permettent de capter les gaz à effet de serre » Il est, par ailleurs, revenu sur les discussions au centre du débat d'importantes réformes proposées pour assouplir et rendre efficace le système financier mondial, à travers les deux principales institutions financières internationales, en l'occurrence la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Tous les participants sont tombés d'accord sur la nécessité de réformer ces deux institutions financières, mises sur pied, il y a 80 ans, à Breton Woods, sans les pays africains.

Un homme de 68 ans arrêté pour séquestration de 19 filles à Boma. Le présumé coupable de séquestration a enfermé durant neuf mois 19 filles dans sa maison, sise avenue Kisantu dans la commune de Kalamu à Boma. Ces enfants n'étaient pas scolarisées. Certaines sont originaires de Boma, et d'autres viennent de Kinzau Mvuete. Le prévenu a été conduit à la prison de Boma et les victimes sont entre les mains de la police.

Kongo-Central : Jean-Claude Mvuemba démissionne de la présidence de l'assemblée provinciale, le vendredi 23 juin. Il affirme qu'à la suite à des pressions faites sur lui par les élus provinciaux, il a préféré « sauver son honneur et sortir par la grande porte de l'histoire, que de subir des pressions politiques ». Il a aussi déclaré avoir servi la province du Kongo-Central avec dévouement et abnégation à la tête de l'organe délibérant. Il était visé par une motion de déchéance signée par trente députés provinciaux.

Félix Tshisekedi à Mbuji-Mayi pour assister au jubilé d'argent de Mgr Kasanda. Mgr Bernard-Emmanuel Kasanda Mulenga célèbre ce 25 juin ses 25 ans de vie épiscopale. Il a été ordonné évêque le 14 juin 1998, 17 ans après son ordination presbytérale. Pour la suite de son séjour, le Chef de l'Etat va poser la première pierre de construction de la nouvelle ville de Bena Ntumba, à 5 km de Mbuji-Mayi. Il va aussi visiter d'autres infrastructures en cours de réhabilitation et de construction dans la ville, note la même source.

La ministre du Portefeuille réhabilite le directeur général de la SNEL. A la suite d'un vote controversé à l'Assemblée nationale, le bureau de cette chambre basse du Parlement avait demandé au gouvernement la révocation de ce mandataire public. Les députés nationaux ont motivé cette décision par « l'incompétence et l'inefficacité constatées dans la gestion de la société ». Le directeur général de la Société nationale d'électricité (SNEL) a été invité par les députés nationaux le 10 avril, pour répondre à leurs préoccupations autour de la desserte de l'électricité en RDC et surtout de la qualité des services offerte aux Congolais. A sa charge était mis un détournement présumé de 35 ou 55 millions USD. L'Assemblée nationale, pas convaincu par ses réponses, avait, par la suite, recommandé la destitution du directeur général de la Société nationale d'électricité.

Bandundu : la pêche illicite avec des filets prohibés favorise la disparition de certaines espèces. Dans la province du Kwilu, au moins 4 espèces de poissons sont en voie d'extinction pour l'année 2022. Il s'agit de Euchilichthys communément appelé Ngulu Masa, Albino Leuciste ou Nkamba, le Distichodus Lysoso ou Mboto

Ngele et l'Hydrocion appelé Mbenga. Selon le chef de la cellule de la pêche et ressources halieutiques de la division provinciale de Pêche et élevage du Kwilu, plus de 124.453 pêcheurs ont travaillé dans la province du Kwilu et ont produit au moins 1.761.609 tonnes de poissons. Il parle d'une pêche excessive et indique qu'au-delà de l'usage des intrants de pêche prohibés, il y a aussi le non-respect du calendrier de pêche.

Dimanche 25 juin.

Nord-Kivu : plaidoyer pour la réglementation de la pêche dans les eaux du Lac Edouard. Le plaidoyer a été fait le 24 juin, à l'occasion de la célébration de la 56^{ème} Journée nationale du Poisson en RDC. Le responsable de la Fédération des pêcheurs individuels du Lac Edouard, déplore la baisse de production à la suite de la recrudescence de la pêche illicite. Partagé entre la RDC (71%) et l'Ouganda (29%), le Lac Edouard produisait, dans les années 1989, plus de 16 000 tonnes de poisson par an. Aujourd'hui, cette production a considérablement baissé jusqu'à moins de 7 tonnes l'an. Il plaide pour une mobilisation contre la pêche illicite sur le lac Edouard.

Doze personnes condamnées à mort pour terrorisme dans l'affaire du conflit à Kwamouth. Le tribunal siégeant en matière répressive au premier degré a, enfin, prononcé la confiscation, au profit de l'Etat congolais, des armes blanches et armes de chasse saisies par le parquet militaire. La détérioration de la situation sécuritaire dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe) à la suite du conflit communautaire entre Teke et Yaka a impacté négativement d'autres provinces environnantes dont une partie de la ville province de Kinshasa. Plusieurs centaines de personnes ont été tuées et des milliers d'autres forcées à se déplacer à cause des violents affrontements entre Téké et Yaka, dans le Sud-Ouest de la RDC.

Beni : détournement de l'assistance destinée aux déplacés de guerre. «Les déplacés de guerre sont là, mais on se rend compte que, le stock de nourriture est détourné par certaines personnes. Le détournement est une infraction. Désormais, toute personne qui sera attrapée dans cette pratique sera arrêtée par nos services compétents. Car une personne en détresse qui manque l'assistance lui destinée, c'est inconcevable. Nous devons tous combattre cette mauvaise pratique » a promis bourgmestre de la commune rurale de Mangina.

Kinshasa : les organisations de la société civile et les mouvements citoyens appellent à la mobilisation générale pour des élections crédibles, inclusives et transparentes. Les laïcs protestants et catholiques, ainsi que les militants des mouvements citoyens et d'autres acteurs de la société civile ont appelé, samedi 24 juin, les Congolais à la mobilisation générale pour des élections crédibles, inclusives et transparentes. Ces organisations ont tiré la sonnette d'alarme affirmant qu'en raison du processus électoral « opaque et non-inclusif », la RDC est de nouveau au bord de l'implosion. A cela s'ajoute, « le contexte sécuritaire explosif marqué notamment par la multiplicité des milices affiliées aux partis politiques et l'occupation des certaines localités par des armées étrangères et des groupes armés ». Dans leur déclaration, ils exigent ainsi l'audit du fichier électoral par une institution indépendante « disposant d'une expertise avérée en la matière, en présence des observateurs et des témoins, et cela avant la convocation du corps électoral en septembre 2023 ».

Kinshasa : 13.046 candidats attendus lundi 26 juin au jury national des ITEM et IEM. « L'examen est unique pour toute l'étendue de la République. 13.046 candidats sont attendus, dont 54 % sont des filles et 46 % des garçons. Les examens se dérouleront à travers les 141 pools de passation, et neuf filières organisées par le ministère de la Santé sont au rendez-vous, pour toute la République. Nous comptons 617 ITEM et IEM », a expliqué le directeur de la 6^{ème} direction du ministère de la Santé. Il encourage les jeunes à affronter les sciences de la santé pour contribuer à la mise en œuvre de la couverture santé universelle et prendre en charge la santé des Congolais.

Célébration des 25 ans d'épiscopat de Monseigneur Bernard-Emmanuel Kasanda. La messe se tient au stade Kashala Bonzola de Mbuji-Mayi, en présence du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, d'une dizaine d'évêques et plus de 20 mille chrétiens. Le programme prévoit l'adresse de Felix Antoine Tshisekedi aux chrétiens catholiques du diocèse de Mbuji-Mayi. **Félix Tshisekedi déplore « une certaine dérive constatée au sein de l'église catholique ».** Le Président Félix-Antoine Tshisekedi l'a déclaré à la fin de la messe de célébration du jubilé d'argent d'ordination épiscopale de Mgr Emmanuel-Bernard Kasanda, évêque du diocèse de Mbuji-Mayi. Il a rappelé que l'Etat et l'Eglise catholique ont l'obligation et le devoir de collaborer et de marcher ensemble. Pour lui, l'église doit accompagner toutes les filles et tous les fils de la république qui sont en politique de la même manière, sans distinction aucune. « Car il y va de la stabilité de notre pays ». Il rappelle aussi que l'église catholique doit rester dans ses missions de prêcher la paix et d'être au milieu des Congolais. Il sollicite l'accompagnement de l'église pour l'aider à « relever ce Congo qui est malheureusement terrassé à

cause des antivaleurs telles que la corruption, le tribalisme, le séparatisme, l'impunité ». Il réaffirme sa détermination à garder le pays uni et le pacifier.

Butembo : « toutes les dispositions sont déjà prises pour le bon déroulement de la session ordinaire de l'Examen d'Etat. Rien n'est à craindre pour la bonne passation de la session ordinaire de l'examen d'Etat 2023, dans les 84 centres de la division provinciale de l'EPST Nord-Kivu 2, villes de Beni et Butembo ainsi que les territoires de Beni et Lubero » a, rassuré le directeur de cette province éducationnelle. Les militaires et les policiers sont aussi en alerte pour sécuriser l'examen d'Etat. Il rassure que les élèves déplacés sont exonérés des frais et ils pourront passer ces épreuves sans inquiétudes.

Haut-Katanga : incendie mortel à Kasumbalesa. Un chauffeur de camion poids lourd est mort dans l'incendie de son véhicule, le 23 juin, sur la route Kasumbalesa. L'incident s'est produit à la hauteur du village Nkasununu, à 15 km de la frontière. Le camion de la victime a pris feu après qu'un véhicule en provenance d'un pays d'Afrique australe, transportant des produits inflammables, l'a percuté avec un autre camion alors qu'ils étaient en stationnement. Tous les trois camions ont pris feu. Les deux autres chauffeurs ont pu s'en sortir.

La CENI convoque le corps électoral pour l'élection des députés nationaux le 20 décembre 2023. Le président de la centrale électorale a fait savoir qu'au total 171 bureaux de réception et traitement des candidatures (BRTC) répartis sur tout le pays, seront ouverts dès ce lundi, tous les jours de 8h à 16h 30 pour recevoir et examiner les dossiers des candidatures. Il a encouragé les partis politiques à faire la promotion du genre en alignant au moins 50% des femmes sur leurs listes des candidats députés; mais aussi des jeunes au moment des élections municipales. **Kwamouth : la CENI reporte l'opération d'enrôlement et d'identification des électeurs.** Quelques heures avant l'annonce du report de l'enrôlement des électeurs à Kwamouth par la Ceni, l'assemblée provinciale de Maï-Ndombe exigeait déjà ce report. Plusieurs villages sont encore occupés par des miliciens Mobondo et la population est toujours en déplacement. Les députés de Maï-Ndombe exigent avant tout des opérations militaires de grande envergure pour rétablir la sécurité ainsi permettre aux habitants de regagner leurs milieux.

Nord-Kivu : la coordination des laïcs catholiques appelle à des sanctions contre le Rwanda pour son soutien au M23. « Nous saluons le rapport du groupe des experts des Nations Unies, qui a confirmé les dénonciations que nous avons déjà faites ultérieurement dans plusieurs de nos rapports, notamment, l'implication directe de l'armée rwandaise dans cette guerre du M23. Mais aussi, toutes les violations des droits de l'homme que commettent les éléments du M23 dans les zones occupées. Nous appelons la communauté internationale, l'ONU, les USA, l'Union européenne, la Grande Bretagne, la Chine et la Russie, de cesser de se limiter aux simples discours et exhortations ; mais de prendre des actions concrètes en imposant les sanctions contre le Rwanda, contre les officiers militaires du Rwanda, mais aussi contre les responsables du gouvernement rwandais qui continuent à violer la charte des Nations Unies », a déclaré le coordonnateur du Comité laïc de coordination du diocèse de Goma

Beni : situation difficile des déplacés dans les sites d'hébergement à Oicha. C'est le cas des 602 déplacés vivant sur le site de la Communauté évangélique au centre de l'Afrique (CECA-20). Pour trouver la nourriture ainsi que l'eau potable c'est un calvaire et puis, deux mois sont passés sans que l'assistance humanitaire ne leur arrive. La situation de malnutrition des déplacés est similaire dans cinq autres sites implantés dans cette commune rurale Oicha. Ce sont des déplacés venus de l'axe Mamove, Samboko, Mutweyi et Otmaber dans la province de l'Ituri.

Martin Fayulu : « Nous ne boycottons pas les élections ». « Nous voulons des élections mais des élections crédibles avec un fichier électoral fiable. Si le fichier électoral actuel n'est pas modifié, ces élections-là ne se feront pas dans ce pays », a précisé le 25 juin l'opposant Martin Fayulu à Kinshasa. Le président de la CENI a annoncé, ce même dimanche, la tenue, dans les prochains jours, de rencontres avec des leaders politiques, particulièrement ceux de l'opposition. Cette démarche vise avant tout à explorer ensemble de solutions réalistes pour un processus plus inclusif.

Lundi 26 juin.

Jules Alingete invite les Congolais à devenir des dénonciateurs des crimes économiques. « J'appelle tous les Congolais à devenir des dénonciateurs des crimes économiques à tous les niveaux et à considérer les détournateurs comme des voleurs au même titre que ceux qui introduisent les mains dans les sacs d'autrui au grand marché de Kinshasa », a indiqué l'inspecteur général des finances, Jules Alingete. Il remercie les lanceurs d'alerte, les dénonciateurs et les aviseurs anonymes qui ont révélé des faits qui ont, après enquête, évité au pays des désastres

économiques. Il leur a demandé de conjuguer le patriotisme avec discrétion face aux réseaux criminels qui sont prêts à tout.

Luanda: poursuite des travaux préparatoires du sommet sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Une réunion des ministres de la quadripartite CEEAC-EAC-CIRGL-SADC est prévue ce lundi pour échanger sur la coordination et l'harmonisation des réponses régionales au conflit dans l'est de la RDC. L'objectif est d'arriver à une coordination de toutes les forces déployées dans l'Est de la RDC pour éviter le chevauchement dans leurs actions afin d'aboutir à la pacification de cette partie du pays. Le but est d'adopter « une approche stratégique d'une réponse harmonisée, coordonnée, robustes et holistique à la crise sécuritaire prolongée dans l'Est », affirment des sources diplomatiques. Ces travaux préparatoires de Luanda vont se clôturer mardi 27 juin.

Président Ruto : « Il y a un réel progrès dans la stabilisation de la RDC depuis le déploiement des forces de l'EAC ». Selon le président Kenyan « Ces deux derniers jours, une mission de l'Ouganda, Kenya, RDC, Rwanda et Burundi, s'est rendue sur place pour voir la zone de cantonnement des combattants du M23. Nous avons fait d'énormes progrès dans la stabilisation dans l'Est de la RDC. Il y a des cas sporadiques dans certaines régions, la solution ne viendra pas en une année. Ce sont des problèmes qui durent depuis plus de 30 ans. Je veux dire qu'il faut nous accorder du crédit. Au cours de six derniers mois, nous avons réussi à faire ce qui n'a pas été fait en 30 ans. Nous avons stabilisé la situation. Aujourd'hui il y a des réelles chances que le M23 soit cantonné ».

Bukavu : la synergie des associations des aveugles encourage les personnes vivant avec handicap à se porter candidats aux élections législatives prochaines. « Les personnes vivant avec handicap doivent battre campagne comme tous les autres candidats. C'est pourquoi je les appelle à ne pas être complexés sur terrain », a déclaré le porte-parole de cette ONG. Pour espérer gagner aux élections, il déconseille les futurs candidats, membres de leur association, d'aller en ordre dispersé à ces élections. «Quelques soient nos tendances politiques, nos audiences religieuses, soyons unis, formons une ligue. Voyons si nous aurons au moins une représentation au niveau national à partir du Sud-Kivu » a-t-il poursuivi.

Nord-Kivu : l'ICCN met en œuvre un projet de reboisement du mont Goma. L'Institut pour la conservation de la nature (ICCN) envisage de reboiser 25 hectares de la superficie du mont Goma. Projet dénommé Clima Virunga est mis en œuvre dans le cadre de la semaine de l'environnement, lancée mardi 21 juin. L'objectif est de faire de ce site vert un poumon pour la ville de Goma, mais aussi créer un espace touristique par excellence. Le mont Goma est une petite colline au cœur de la ville de Goma, culmine à 1 470 m d'altitude au bord du Lac Kivu.

Début de l'examen d'Etat 2022-2023. Pour cette année scolaire au total 1.800.253 élèves sont attendus. Pour ce premier jour, le test a porté sur la culture générale. Pour ce mardi, ça sera le tour des cours d'option. Et ces finalistes disent espérer que tout se passera comme au premier jour. **Maniema : 24 000 élèves soumis aux épreuves de l'examen d'Etat édition 2022-2023.** Ces épreuves ont été lancées officiellement par le ministre provincial de l'Education. L'Inspecteur principal provincial (IPP), déplore le faible taux de participation des filles à cette édition de l'examen d'Etat. La province du Maniema a disponibilisé 78 centres de passation de l'examen d'Etat. La surveillance est faite par des superviseurs venus de Kinshasa. **Nord-Kivu : 62 622 candidats finalistes des cycles courts et normaux attendus à la session ordinaire de l'examen d'Etat.** La province éducationnelle du Nord-Kivu I a organisé 54 centres d'examen. La province éducationnelle Nord-Kivu II a organisé 84 centres d'examens et la province éducationnelle du Nord-Kivu III a organisé pour cette session 40 centres. S'agissant des élèves dont centres sont délocalisés, les autorités provinciales rassurent qu'ils ont bien et bien passé leurs épreuves dans les différents sites de délocalisation. **Examen d'Etat au Kwilu: le nombre de candidats augmente de 7%.** Au cycle long : 16.477 candidats dont 7.520 filles soit 45,6 pour cent et, au cycle court, 3 candidats dont une fille, sont attendus pour cette édition. Ils sont répartis dans 63 centres d'examen d'Etat que compte le Kwilu 1. D'après l'IPP du Kwilu 1, au total, 16 élèves finalistes du secondaire parmi les déplacés de Kwamouth accueillis à Bandundu, prennent part à cette épreuve. Ils sont exemptés des frais de participation, qui s'élèvent à 55.000 francs congolais (24 USD) dans la province du Kwilu.

Boma : l'auteur de séquestration des fillettes écope de 20 ans de prison. D'après le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Boma, le condamné Jean-Pierre Mbumba a été reconnu coupable de traite d'enfants et de tentative de viol. Le condamné n'a pas voulu passer aux aveux lors de l'audience, et aucune de ses 17 victimes n'a voulu le charger. Les infractions de tentative de viol et de traite d'enfants dont il a été reconnu coupable, ont été établies, car le jour de son arrestation, la police l'a surpris à moitié nu dans sa chambre avec 2 fillettes toutes nues. Il s'est défendu en affirmant qu'il est un « homme de Dieu faiseur des miracles, auprès de qui les parents ont eux-mêmes confié leurs gaminés pour des prières ».

L'Association franco-congolaise du vitiligo sensibilise pour une prise de conscience de cette maladie en RDC. L'administrateur au sein de l'Association franco-congolaise du vitiligo, affecté lui aussi par la maladie, a expliqué d'abord cette maladie : « Le vitiligo est une maladie auto-immune qui entraîne la dépigmentation de la peau, à la suite d'un trouble de la mélanine, ce sont des pigments qui donnent la couleur noire à la peau. Cette maladie touche 1% à 2% de la population. Le message que je donne est que les personnes atteintes de vitiligo doivent s'accepter dans cette peau et considérer que ce n'est pas une fatalité. Il faudra vivre avec la maladie, ce n'est pas une malédiction non plus » et invite la communauté à ne pas stigmatiser les personnes atteintes de vitiligo.

Goma : plainte contre un officier de la police des frontières pour tracasseries. Le mouvement Amka Congo l'accuse des tracasseries vis-à-vis des conducteurs de taxi moto qui franchissent la zone jusqu'à la petite barrière. Ce que dénoncent les motards, membres de ce mouvement citoyen. Contacté, l'officier mis en cause reconnaît l'existence de la zone appelée "carré douanier" interdit à tout motard de franchir.

Maniema: réception des candidatures à la députation, la Ceni conseille aux candidats de ne pas attendre le dernier jour. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni, exhorte les candidats à ne pas attendre les dernières minutes pour se précipiter aux bureaux de réception et de traitement des candidatures(BRTC). Il précise que cette opération ne durera que 20 jours.

Elections 2023 : l'association musulmane AMRUC appelle les Congolais à l'unité. Le président national de l'Association des musulmans pour la réconciliation et l'unité du Congo (AMRUC), a lancé un vibrant appel à tous les Congolais pour la cohésion nationale afin de barrer la route au "tribalisme qui monte en puissance en RDC" à quelques mois de la tenue des élections.

Ituri : 7 morts et plus de 30 maisons incendiées lors d'une attaque des ADF à Mambasa. Selon plusieurs sources, un groupe d'hommes armés venu de la forêt d'Andikoikoi a investi le village de Manya en tirant plusieurs coups de feu. Dans la foulée, sept personnes ont été tuées par balles sur le champ. Les rebelles ADF ont également incendié au moins une trentaine de maisons, dix motos et deux gros véhicules qui transportaient des planches. Des sources coutumières affirment qu'environ dix personnes ont été prises en otage par ces assaillants.

Crise dans l'Est de la RDC : l'EAC, la CEEAC, la CIRGL et la SADC se réunissent ce mardi à Luanda. Huit chefs d'Etat africains sont attendus à cette rencontre. Ce lundi, pendant plus de 4 heures, les ministres des pays membres de ces organisations régionales et sous régionales étaient en discussion afin d'harmoniser et adopter le texte du communiqué final qui va sanctionner ce sommet. La réunion des ministres a pris plus de temps que prévu, cela fait suite aux divergences relatives au plan directeur qui devra être mis en place pour le retour de la paix dans l'Est de la RDC.

Mardi 27 juin.

Malgré l'absence des combats Farde-M23, la situation sécuritaire continue à se dégrader dans l'Est de la RDC (ONU). Outre les défis sécuritaires et humanitaires dans l'Est du pays, des poches d'instabilité ont aussi refait surface dans l'ouest et le sud du pays : « la violence a persisté dans les provinces de Mai-Ndombe, Kwilu et Kwango, et s'est étendue à Maluku dans la province de Kinshasa. Ces violences ont causé la mort d'au moins 67 personnes au cours des trois derniers mois ». Des tensions et des violences ont également été signalées à Kindu (Est), dans la Tshopo (Nord-Est) et au Katanga (Sud). « La situation des droits de l'homme reste également préoccupante par la restriction de l'espace civique et l'augmentation des discours de haine. Les rapports font état d'une augmentation de la violence à l'encontre des femmes, leaders politiques et des activistes ».

Kinshasa : le gouvernement provincial prend des mesures contre les kidnappings. Le gouvernement provincial de Kinshasa a pris un certain nombre de mesures pour endiguer la recrudescence des cas d'enlèvements des passagers des taxis, taxis-bus et motos, qui s'observent ces jours dans la capitale. Parmi ces décisions, figure l'interdiction de circulation des voitures teintées. Selon le ministre provincial de l'Intérieur, ce phénomène est l'œuvre des personnes non identifiées, qui volent, violentent et extorquent les biens de paisibles citoyens.

Lubumbashi : des candidats aux prochaines élections à la députation nationale se renseignent sur la procédure à suivre. Les assistants réceptionnistes, les juristes vérificateurs, l'opérateur de saisie, les informaticiens munis de toutes les machines nécessaires pour cette opération ainsi que le président étaient tous présents pour cette première journée. On a noté la présence des candidats indépendants, des mandataires des regroupements politiques et ceux des partis politiques.

Nord-Kivu : ouverture d'un camp d'orthophonie pour réduire les enfants et adultes rencontrant des difficultés de langage. L'initiative est du Centre hospitalier Bethesda, en partenariat avec l'organisation chrétienne Smile Train. Le camp vise à offrir gratuitement une stimulation langagière et des soins esthétiques aux enfants et adultes qui rencontrent des difficultés de langage. Des séances sont animées par des orthophonistes tous les jours. La cible est entre autres les patients ayant été opérés de fentes palatines.

Mgr Donatien Nshole : « Je crois que le Président de la République n'a pas lu l'entièreté du message de la CENCO ». Le secrétaire général de la Conférence nationale épiscopale du Congo a réagi le 26 juin, au discours du Président Félix-Antoine Tshisekedi le 25 juin à Mbuji-Mayi. Dans ce discours, le Chef de l'Etat avait déploré une certaine dérive constatée au sein de l'église catholique. Il avait appelé l'Eglise à demeurer au milieu du village et à accompagner, de façon égale, tous les acteurs politiques. « Je crois que le Président de la République n'a pas lu l'entièreté du message. Il se serait contenté d'une sorte de pêche à la ligne que les siens lui ont rapportée. Je pense que s'il avait lu froidement le message, il ne parlerait pas de dérive. Parce que l'unique référence pour parler des dérives, c'est la doctrine sociale de l'Eglise. Et à lire ce message, on est vraiment dans la doctrine sociale de l'église catholique ». Le directeur adjoint de la Cellule de communication de la Présidence de la République, tout en rappelant que le chef de l'Etat a beaucoup de respect à l'égard de l'Eglise Catholique, évoque néanmoins l'attitude de cette église face notamment à l'agression du pays dans sa partie Est : « aujourd'hui, grâce à cette diplomatie du chef de l'Etat, il a été démontré par tout le monde même par les Nations unies que, c'est le Rwanda qui agresse la RDC. Au niveau de l'église, on ne sent pas cela », a déclaré Giscard Kusema. Le secrétaire général de la Cenco rejette cette déclaration : « Au mois de novembre 2022, dans leur assemblée plénière, les évêques ont sorti un message 'le pays est en danger, mobilisons-nous'. Dans ce message, ils ont cité explicitement le Rwanda. Le 4 décembre 2022, ils ont invité le peuple Congolais à marcher pour protester contre l'agression. Est-ce qu'il y a meilleur soutien que ça ? »

Goma : les défis, opportunités et enjeux de l'adhésion de la RDC à l'EAC au centre d'un colloque international. L'organisation Pole Institute organise depuis le 26 juin à Goma, un colloque international sur l'adhésion de la RDC à la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC). « Une grande partie de l'est du pays commerce avec l'Est du continent. De fait, la RDC est déjà intégrée dans cette communauté sous-régionale, East African Community et COMESA. Il suffit maintenant de réfléchir, en tant que pays, devant ce fait accompli, comment nous nous organisons pour tirer profit de cette formalisation de l'intégration régionale dans l'EAC ». A la suite de ce colloque, un plaidoyer sera mené auprès des autorités congolaises pour la mise en application des

Félix Tshisekedi à Luanda pour participer au sommet sur la situation sécuritaire dans l'est de la RDC. Outre le Chef de l'Etat congolais, président en exercice de la SADC, plusieurs de ses collègues africains sont attendus à ce sommet, notamment Ali Bongo Ondimba, président du Gabon et président en exercice de la CEEAC et Joao Laurengo de l'Angola. Ce sommet intervient après les travaux préparatoires des experts et ministres des pays membres de ces organisations régionales et sous-régionales sur le schéma à adopter pour le retour de la paix dans l'est de la RDC. Lundi 26 juin, lors de la réunion ministérielle du sommet de la Quadripartite à Luanda, la RDC a exigé de conserver la coordination des opérations et tactiques des forces régionales qui devront intervenir dans la partie Est de la RDC en laissant le volet diplomatique et politique à l'Union africaine.

Beni : Gislaine Makuthiro, une femme de 45 ans candidate à l'examen d'Etat. Mariée et mère de dix enfants, Gislaine Makuthiro était inscrite régulièrement dans la filière de nutrition. Elle dit avoir arrêté ses études en quatrième année des humanités pour se marier. Elle les avait reprises il y a deux ans, avec l'objectif de devenir médecin. Pour l'instant, elle n'a qu'une ambition : obtenir son diplôme d'Etat. Elle encourage les filles et les femmes d'aller jusqu'au bout de leurs rêves afin d'être utiles à la société.

Mai-Ndombe : 20 personnes tuées sur la route de Kwamouth par les assaillants Mobondo. « Des jeunes gens sont allés chercher leurs sacs de manioc. Sur leur chemin, ils ont rencontré les assaillants Mobondo qui les ont attaqués. Ils ont tendu une embuscade. Et quand les jeunes gens descendaient du véhicule, les Mobondo les ont tués avec des armes à feu ». Le véhicule transportait au moins une trentaine de personnes. Plusieurs passagers ont pu s'échapper et d'autres ont été pris en otage par ces miliciens qui ont aussi incendié le véhicule.

Nord-Kivu : accrochages entre CMC/Nyatura et le M23 à Bukombo et Busanza. Les rebelles du M23 ont attaqué les positions des combattants de la coalition des Mouvements pour le changement (CMC/Nyatura) dans ce village. Deux civils ont été tués dans ces villages. Les habitants de ces villages les ont désertés. Ces villages ont été pillés, par les assaillants. A Busanza, à l'est du chef-lieu du territoire de Rutshuru, d'autres accrochages

ont été signalés toujours lundi entre les rebelles du M23 et un groupe Nyatura MPA. Depuis le début de ce mois de juin, les acteurs locaux et la société civile disent avoir enregistré une dizaine d'accrochages.

Ituri : les partis et regroupements appelés à ne pas attendre le dernier jour pour déposer les candidatures aux BRTC. Six bureaux de réception et traitement des candidatures (BRTC.) ont été ouverts ce 26 juin, dans les cinq chefs-lieux des territoires de Djugu, Mahagi, Aru, Mambasa, Irumu et la ville de Bunia, dans la province de l'Ituri. Cette première journée était consacrée au retrait des formulaires des candidatures. « Les candidats indépendants ou les représentants des partis et regroupements politiques doivent se présenter munis de leur mandat, de leurs pièces d'identité dont la carte d'électeur pour retirer les formulaires. Une fois qu'ils auront retiré leurs formulaires, ils iront les remplir et annexer les pièces jointes. Les autres documents demandés et ramener les formulaires remplis à stylo bleu et en majuscules ». La caution est de 1 million six cent mille francs congolais par candidat représenté.

Lenteur administrative au Guichet unique de création d'entreprise. Au lieu d'un délai maximum de 3 jours, comme annoncé à ses débuts en 2014, il faut compter plusieurs semaines avant d'obtenir les documents nécessaires du GUCE. Parmi les causes avancées par un avocat au barreau de Kinshasa/Gombe et spécialisé dans le droit des affaires qui est habitué de ces démarches, figurent des problèmes techniques récurrents au niveau du GUCE ainsi qu'un manque de synergie entre les différents services des autres ministères qui interviennent dans ce processus. Un autre dit avoir constaté cette lenteur lorsque l'appui financier de la Banque mondiale avait pris fin.

Coupeurs de routes au Kongo-Central : la police renforce sa présence dans les zones dangereuses. Face à ces réalités « il y a des équipes montées de la police qui sont mises en place pour combattre et traquer les coupeurs de route. Toutes les zones rouges ayant été identifiées en une fois, où il y aura des repositionnements de jeeps de la police ». Les policiers sont désormais placés, pour prévenir tout danger, aux endroits dangereux. Cinq femmes avaient été violées et dix personnes blessées, jeudi 24 novembre 2022, sur la RN1 aux environs de la cité de Lukala.

Le ministère des Finances annonce la poursuite des projets financés par la Banque mondiale. Il s'agit du projet de stabilisation de l'Est de la RDC pour la paix (STEP), et du projet de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (PRVBG). La RDC et la Banque mondiale conviennent que le personnel technique recruté par l'ancien Fonds social de la RDC va continuer d'assurer la mise en œuvre des projets. Cette disposition a été prise, en attendant que le nouveau Fonds social créé par ordonnance présidentielle du 28 avril 2023 soit fixé sur son sort par la Banque mondiale en tant qu'agence d'exécution des projets. Entre-temps, c'est le gouvernement, à travers le ministère des Finances, qui va assurer les dépenses urgentes des activités dans les zones d'intervention des projets du Nord et Sud-Kivu.

Walikale : des finalistes du secondaire n'ont pas passé l'examen d'Etat ce lundi à la suite du saccage de leur centre. L'inspecteur principal provincial adjoint témoigne : « Le premier jour de passation, le 26 juin, il y a eu un incident majeur dans un centre 'Ngenge', où nous attendions 655 candidats. Mais, entre eux, il y a eu des élèves irréguliers qui ont été maintenus comme autodidactes. Ces derniers n'ont pas été contents de cela. Ils ont tout cassé : les bâtiments ; les candidats dans ce centre ont pris fuite. Même les cahiers d'items ont été déchirés ». A la suite de cet acte, les candidats qui étaient déjà dans des salles étaient en débandade.

Haut-Katanga : les députés dénoncent la lenteur des travaux de développement de 145 territoires. « Depuis septembre 2022, le gouverneur de province a lancé le démarrage de ces travaux dans notre province du Haut-Katanga. Nous constatons que les travaux ne sont pas un niveau optimal. Il y a des territoires où les travaux ont démarré, 70% à 80% de réalisation, dans d'autres territoires, ils sont au niveau de 0% à 10%. (Il s'agit) notamment de territoires de Sakania, Kambove et Pweto ». Ils appellent le BCECO à rectifier le tir en boostant l'exécution de ces projets de développement.

Enrôlement des électeurs : le député Bisaka salue le report de cette opération à Kwamouth. Il a fait savoir que la Ceni a bien fait de reporter cette opération, car la paix n'est pas encore restaurée à Kwamouth, où la majorité de la population est en déplacement. Il a également encouragé les Fardc à pacifier le territoire de Kwamouth et l'Etat congolais, à remettre tous les Teke sur leur sol.

Butembo : la REC interdit les étudiants de menacer les candidats à l'examen d'Etat. Pour lui, tout étudiant qui s'illustrera dans cette pratique répondra de ses actes devant les instances judiciaires. Habituellement, à la fin de chaque édition de l'examen d'Etat, certains étudiants se rendent dans des établissements scolaires pour,

disent-ils, sensibiliser les élèves finalistes à s'inscrire dans leurs facultés, une fois le diplôme d'Etat obtenu. Cette rencontre provoque souvent des incidents parfois violents dans cette partie du pays.

Mercredi 28 juin.

Jeux de la Francophonie : le Québec n'enverra ni athlètes ni artistes. Le gouvernement du Québec a pris la décision, pour des raisons de sécurité et de santé, de ne pas envoyer de délégation d'athlètes et d'artistes aux Jeux de la Francophonie. Le gouvernement affirme avoir tenu compte de tous les rapports de missions des experts du Comité international des Jeux de la Francophonie et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) avant d'arrêter sa décision.

Sommet de Luanda : la SADC, l'EAC, la CIRGL et l'UA créent un cadre de coordination de leurs actions dans l'Est de la RDC. Les participants à ce sommet ont convenu que la RDC assure la coordination des opérations sur le terrain : « le leadership de tout est assuré par la RDC, qui doit s'appropriier tout le processus de paix. On a convenu aussi que, dans ce leadership, la RDC bénéficie de l'appui de l'Union africaine ». Avant d'arriver à ce compromis les discussions ont été houleuses particulièrement à deux points d'achoppement : « Définir le rôle de l'Union africaine et celui de la RDC, qui est au fait le pays concerné au premier chef, la plaque tournante de tout le dispositif de coordination. Le deuxième problème, c'est la nature exacte de cette quadripartite qui réunit la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et l'Union africaine. Cette quadripartite est-ce un mécanisme ? ou un organe supplémentaire ? On a conclu que c'est une plateforme de concertation et d'harmonisation ». **Sommet de Luanda : pour Félix Tshisekedi, la RDC respectera ses engagements et espère la même chose pour les autres parties.** « La RDC respectera ses engagements et espère rencontrer les mêmes dispositions dans le chef de toutes les autres parties prenantes », a déclaré le Président Félix Tshisekedi, le mardi 27 juin, dans son allocution devant ses pairs réunis à Luanda. C'était au sommet quadripartite sur la situation sécuritaire dans l'Est de la REC. Les représentants de la SADC, la CIRGL, la CEEAC et l'EAC ont pris part à cette rencontre. Le Chef de l'État a précisé que « la question majeure à résoudre aujourd'hui n'est pas celle de l'inexistence d'un plan de paix mais plutôt de l'exécution de la feuille de route conjointe des processus de Nairobi et de Luanda ».

Goma : un Français condamné à 5 ans de prison pour commerce illicite de substances minérales congolaises.

Les services de sécurité ont arrêté dimanche M. Giannesini à l'aéroport international de Goma avec deux lingots d'or. Après analyse au laboratoire, les résultats ont prouvé que ce n'était pas de l'or mais plutôt un mélange de cuivre et de zinc. La défense de l'accusé a précisé que son client a été roulé par un groupe avec qui il avait une convention d'achat de 15 kilos d'or dont le premier versement de 80 000 USD a été remis aux vendeurs. Pour le coordinateur de la Commission nationale de lutte contre la fraude minière (CNLFM), cette condamnation est un signal fort pour toute personne qui se livrerait au commerce illicite des substances minérales en RDC.

Amour et plaidoyer pour la restauration de la paix au cœur des messages lancés à l'occasion de la Tabaski. A Beni, des milliers de fidèles musulmans se sont réunis pour la célébration de cette fête appelée aussi fête du mouton. A cette occasion, le représentant régional du culte dans la région islamique de Beni, a invité les fidèles musulmans « à pratiquer l'amour du prochain et surtout à lutter contre les comportements qui ne sont pas musulmans pour la restauration de la paix dans cette région ». **A Kindu,** au Maniema, cette fête a été célébrée avec pompe dans différents sites choisis. Les fidèles musulmans ont été invités au respect de leurs engagements, au pardon et à l'amour du prochain. Après leur prière, les musulmans ont visité certaines familles démunies.

Procès Mwangachuchu: la Haute Cour militaire scrute le lien entre la SMB et l'AFRICOM. Le procès du député Édouard Mwangachuchu s'est poursuivi ce 27 juin devant la Haute Cour militaire à la prison de Ndolo à Kinshasa. La Cour a examiné le contenu des cartes USB découvertes par les services de renseignements dans la résidence du prévenu lors de la perquisition. Les juges cherchent à établir le lien entre l'infraction d'espionnage et le contenu des cartes USB. Celles-ci renseignent sur le fonctionnement de la Société minière de Bisunzu (SMB), du député Mwangachuchu, et le rapport avec "Commandement des États-Unis pour l'Afrique" (AFRICOM).

Ituri : le pont Shari réhabilité par la MONUSCO booste l'économie locale. Réhabilité l'année dernière par le contingent népalais des casques bleus de la Monusco, le pont Shari facilite le rapprochement des communautés qui ne se fréquentaient plus à cause des conflits armés. Le projet a également contribué à booster l'économie de la localité à travers le renforcement des activités de nombreux habitants, qui pratiquent notamment l'agriculture

et l'élevage. En saison des pluies, la traversée sur le pont Shari est parfois difficile et risqué, car il est envahi par les eaux de pluies qui débordent sur toute la structure.

Les PHC bénéficient de 74 ha de semences, après une année de partenariat avec IITA. Lors de la deuxième saison agricole, qui débute bientôt, les Plantations et huileries du Congo (PHC) se proposent de planter 150 hectares de semences de riz, maïs et manioc afin de contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et l'autosuffisance alimentaire du pays. En plus de donner aux agriculteurs congolais un accès fiable à des semences de haute qualité, le partenariat contribue également au développement économique local par la création d'emplois. Avec l'implémentation du programme ATA-RDC, plus de 140 nouveaux emplois ont été créés dans les provinces de la Tshopo et de la Mongala, grâce à ce partenariat. « Après une année de travail, nous voyons qu'en combinant l'expertise des PHC en matière de production agricole à grande échelle avec les capacités de développement de semences de L'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), nous pouvons améliorer la sécurité alimentaire et transformer le paysage agricole local ».

Christophe Lutundula indique la voie à suivre pour les M23. Le ministre congolais des Affaires étrangères, indique : « le dialogue, les discussions avec le M23, avec le Rwanda n'est possible que si on crée des conditions. Parmi ces conditions, je rappelle : la cessation des hostilités, le retrait des territoires occupés, le cantonnement, le retour de nos compatriotes déplacés à leurs domiciles, la restauration de l'autorité de l'Etat congolais dans les territoires que le M23 continue à occuper, et évidemment l'engagement de cet espace congolais dans le processus électoral. Si ces conditions sont réunies et que le M23 entre, comme tous les groupes armés, dans le processus de désarmement-démobilisation, il est clair que dans le cadre de ce processus, ils sont concernés par les consultations politiques que le Président a amorcées à Nairobi, sous la médiation de l'ancien président kenyan ». Mais le Rwanda et ses supplétifs du M23, bloquent le plan de la restauration de la paix en RDC.

Walikale : l'épouse d'un militaire torturée pour avoir réclamé la prime de son mari. Cette femme accuse le général Doudou Kabwe de détournement de « cet argent depuis le mois de février dernier. Il justifie cela, du fait que mon mari a été arrêté ; et pourtant Kaninda a été libéré et est rentré dans son unité à Biruwe. La prime arrive et il continue de la bouffer, alors que le militaire est sur place, il n'est plus en prison ». Les activistes locaux des droits de l'homme ont condamné « avec la dernière énergie ce traitement inhumain et dégradant ». Cet acte nécessite « un procès public et pédagogique », estime le coordonnateur du Bureau d'appui au développement du territoire de Walikale (BEDEWA), réclamant des sanctions exemplaires contre le général Doudou Kabwe.

Lualaba: inauguration d'un laboratoire moderne d'évaluation des minerais à Mutshatsha. Un laboratoire ultra-moderne du Centre d'expertise, d'évaluation et de certification des substances minérales précieuses et semi précieuses (CEEC) a été inauguré le 27 juin au centre de négoce de Mutshatsha (Lualaba). Ce laboratoire permet de déterminer la valeur, le poids et la nature des minerais.

Jeudi 29 juin.

La RDC progresse sur ses opportunités d'attirer les investisseurs (Agence Bloomfield). Au cours de la deuxième édition de la conférence Risque pays RDC organisée par le ministère des Finances, cette agence établit la cartographie des risques de la RDC en mettant en relief ses atouts, opportunités et ses axes d'amélioration. A cette occasion, le Premier ministre, a salué ce progrès, tout en réitérant les efforts du gouvernement pour améliorer l'environnement socioéconomique du pays afin d'attirer les investisseurs et les partenaires du développement. Le Gouvernement espère que la véritable réponse va venir du secteur privé avec beaucoup d'investissements.

Tabaski : Félix Tshisekedi invite les musulmans de la RDC à l'unité. Il a lancé ce message alors qu'il est allé célébrer la fête de la Tabaski (Eid el-Kebir) à la mosquée Rassoul avec toutes les branches de la communauté islamique de la RDC. Deux camps de musulmans se disputent le leadership de la Communauté islamique au Congo (COMICO). Le point culminant de cette tension a été atteint le 13 mai 2021. Ce jour-là, certains musulmans venus clôturer le jeûne du Ramadan se sont rebellés contre les policiers, après avoir été sommés de vider le stade à la suite des tensions. Il y a eu affrontements entre factions rivales de la Communauté islamique du Congo (COMICO). L'une est dirigée par Cheikh Abdallah Mangala et l'autre par Youssef Djibondo. Un policier a été brûlé vif, 46 blessés, des véhicules détruits.... La communauté islamique vit une période trouble depuis quelques mois. Le camp du Cheik Youssef Djibondo ne considère plus le Cheik Abdallah comme son représentant. De son côté, Cheik Abdallah reste représentant légal de la COMICO. Les autorités politiques tentent, depuis des mois de réconcilier les deux camps qui se disputent le leadership.

Le Gouvernement paie dix millions USD pour garantir la vaccination de routine. C'était après la clôture, par le Chef de l'Etat, du troisième Forum national sur la vaccination et l'éradication de la poliomyélite en RDC

qui s'est tenu le 27 et 28 juin à Kinshasa. Le Dr Roger Kamba estime que « nous devons effectivement bien communiquer auprès de nos communautés, et ça c'est notre responsabilité. Mais en même temps, assurer à ces communautés que la santé publique est là pour améliorer leur bien-être et la vaccination c'est l'un des moyens les plus efficaces ». Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a encouragé toutes les parties prenantes à redoubler d'efforts pour « atteindre tous les enfants par la vaccination » et que « plus aucun enfant ne souffre de cette maladie handicapante ».

Au moins 20 microcentrales de fourniture d'électricité seront opérationnelles en milieu rural, entre juillet et octobre. Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieu rural et périurbain (ANSER), aux côtés des acteurs privés et les différents partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux, examinent les ambitions du gouvernement congolais d'atteindre, d'ici 2025, un taux national moyen d'électrification de 30% dans les zones rurales et péri-urbaines. ANSER souhaite, aboutir à la présentation d'un programme 2021-2030 du Gouvernement pour un développement harmonieux du marché de l'électricité en RDC, pour booster le développement des zones rurales et périurbaines.

Beni : le chef de sous-division met en garde les étudiants qui viennent perturber la fin de l'examen d'Etat. «Les étudiants qui perturbent la situation, surtout au dernier jour, seront maîtrisés par la police qui est déjà dans tous les centres. Et depuis deux ans, la police nous aide beaucoup pour faire face à cette pratique que nous ne pouvons pas encourager ». Au dernier jour de l'examen d'Etat, certains étudiants investissent les centres où se déroulent les épreuves et s'attaquent parfois physiquement aux élèves finalistes. Ces pratiques ont été, dans le passé, à l'origine de certains actes de barbarie, entraînant parfois des blessures graves.

Nord-Kivu : plaidoyer de la société civile pour « sauver le parc des Virunga de l'exploitation illégale de ses ressources ». Une trentaine d'acteurs de la société civile et cadres du pouvoir coutumier des territoires de Masisi, Nyiragongo et Rutshuru, appellent à une mobilisation contre la dégradation du Parc National des Virunga. Selon ces acteurs, les secteurs Sud et Centre du Parc des Virunga connaissent une dévastation accélérée, à la suite d'une entre autres les rebelles du M23. Ils demandent, notamment au gouvernement, de restaurer la paix dans la zone.

A 63 ans d'indépendance, la RDC est parmi les pays les plus pauvres et instables du continent africain (Historiens). Avant 1950, raconte David Van Reybroeck, 40% des Congolais étaient salariés et 60% des enfants allaient à l'école. Le salaire était en pleine augmentation jusqu'en 1956 avant de régresser ensuite. Le chômage paraît dans des grandes villes comme Kinshasa qui compte plus de 20 000 chômeurs. Ces derniers se font donc loger chez ceux qui ont encore un revenu. Conséquence, les maisons et les parcelles de la cité deviennent surpeuplées ; et des petits bars poussent depuis lors comme des champignons. C'est dans cette atmosphère d'agitation qu'ont lieu des premières élections. Au lieu de travailler pour préserver la classe moyenne laissée par les Belges, le nouveau parlement consacre plutôt les inégalités salariales, déplore le professeur Mokonda Bonza. Et c'est à partir de ce moment-là que la classe politique s'enrichit de plus en plus au détriment des autres catégories de la société, occasionnant ainsi une vraie cassure.

Kinshasa : au moins 50 jeunes filles démunies visées par le « projet Kelasi ». La présidente de la Fondation Lukonga, explique : « Le projet va cibler les jeunes filles scolarisables ou scolarisées au niveau du secondaire et les bénéficiaires seront prises en charge jusqu'à l'obtention de leur diplôme d'Etat. Pour chaque jeune fille sélectionnée, nous constituerons un dossier qui nous permettra de faire le suivi de l'enfant dans la famille ou dans son milieu d'habitation et dans son école pour pouvoir suivre de pas à pas son évolution. » Elle précise qu'il y a un critère de sélection : « Le critère c'est juste l'histoire de l'enfant, nous voulons avoir des enfants qui ont une histoire à partager et cette histoire-là leur permettra de toucher le cœur de certaines personnes. C'est ces enfants-là que nous voulons scolariser. Nous voulons leur donner cette chance-là d'obtenir au moins le diplôme d'Etat »

Jeux de la Francophonie : Francine Muyumba appelle les Etats membres à se méfier de la manipulation visant à discréditer la RDC. « Nous sommes un pays hospitalier ayant une bonne réputation en terme d'organisation des événements internationaux. Les Chefs d'Etat de la Francophonie s'étaient réunis à Kinshasa en octobre 2012 lors du XIVe sommet de cette organisation et tout s'était bien passé. Ce qu'évoque le gouvernement du Québec n'a aucun sens », a indiqué la sénatrice Muyumba sur son compte Twitter. En tant qu'organisation, la Francophonie se doit de « déjouer les manœuvres dilatoires de certains de ses dirigeants qui poussent les Etats à se manifester négativement pour obtenir l'annulation de la tenue de ces jeux à Kinshasa ». Sinon, ajoute-t-elle, la RDC devrait une fois pour toutes se décider d'appartenir ou pas à cette organisation. **Des pays qui se retirent.** Le gouvernement du Québec a pris, mardi 27 juin, la décision de ne pas envoyer d'athlètes ni d'artistes cette année aux Jeux de la Francophonie qui se tiendront à Kinshasa, pour des raisons de sécurité. La

France semble partie pour réduire le nombre d'athlètes. **Les organisateurs rassurent.** « Toutes les infrastructures devant accueillir les compétitions seront prêtes et livrées avant. Toutes les mesures sécuritaires et sanitaires sont prises pour protéger toutes les délégations ». », a déclaré le directeur de Jeux.

Bukavu: projection du film documentaire « Les oubliés » pour sensibiliser sur la toxicomanie et l'usage des drogues. L'Organisation pour la promotion agro-pastorale et le développement au Congo (OPADEC), structure qui lutte contre la drogue et plaide pour la prise en charge des personnes toxicomanes, a projeté, mercredi 28 juin, le film documentaire « Les Oubliés » à l'Institut français de Bukavu (Sud-Kivu). L'objectif de cette projection était de contribuer à la lutte contre l'usage des drogues et autres stupéfiants. Pour les organisateurs, les consommateurs de drogue sont une catégorie de personnes oubliées dans la province du Sud-Kivu sur lesquelles la population, les autorités et les organisations doivent porter leur attention.

Maniema : l'assemblée provinciale appelle à la paix en cette période de convocation de l'électorat. Le président du bureau d'âge de l'assemblée provinciale du Maniema a tiré la sonnette d'alarme sur les velléités d'affrontements entre militants des partis politiques à l'occasion de dépôt des candidatures. Concernant les activités législatives de l'assemblée provinciale, il a reconnu qu'il reste encore beaucoup de matières à traiter.

Nord-Kivu: l'ONG BADU et UNMAS sensibilisent la population de Sake contre les engins non-explosés. La population affectée par les conflits armés dans le territoire de Masisi, est constamment menacée par les mines et restes explosifs de guerre, selon le constat du Bureau des actions de développement et des urgences (BADU). Cette ONG a par ailleurs lancé, le 28 juin, à Sake, un projet de sensibilisation contre ces menaces, sur financement du Service de la lutte anti-mines des Nations unies (UNMAS). Le projet, intitulé : « Action durable contre les mines et restes explosifs de guerre, en faveur des retournés et déplacés dans le groupement Kamuronza », intervient en cette période où la zone est sur le point d'entrer dans une nouvelle saison culturelle. Il y a la probabilité de retrouver des restes explosifs de guerre abandonnés dans leurs champs et villages, où il y avait des positions militaires.

Kinshasa : l'UNPC salue la libération du journaliste Jeef Ngoy mais condamne l'attitude des forces de sécurité. « L'Union nationale de la presse du Congo se réjouit aujourd'hui de la libération de notre confrère Jeef Ngoy de la Radio Okapi, qui a été interpellé avec d'autres confrères, dont Marie-Louise Bela (libérée mercredi soir) et son cameraman de la Radiotélévision nationale congolaise. Le seul péché qui a été commis par les professionnels de médias, étaient de se rendre à Gombe pour recueillir les informations concernant la dispute d'une parcelle entre le ministère de l'Urbanisme et Habitat et monsieur Benoit Tshibangu ». Ce dernier accuse le ministre de spoliation de sa parcelle se trouvant dans la commune de la Gombe à Kinshasa. L'Union se dit totalement choquée et désagréablement surprise par l'attitude des éléments de force de sécurité, qui ont interpellé nos confrères « avec une brutalité inouïe ». Pour l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (OLPA) « cette interpellation injustifiée des journalistes en plein exercice de leur métier et la destruction méchante de leur matériel de travail constituent une violation de la liberté de presse garantie par la loi congolaise et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme ».

Activités paralysées à Bunia après le meurtre d'un jeune par un policier. Selon des informations recueillies de diverses sources, la victime revenait d'une veillée mortuaire lorsqu'elle est tombée sur une patrouille de police qui recherchait des bandits armés. Après une brève altercation, un policier a tiré sur le jeune homme, qui est mort sur le champ. Des jeunes en colère sont alors descendus dans les rues pour protester contre cet acte. La police a fait usage des tirs de sommation pour disperser les manifestants. Dans la foulée, plusieurs boutiques ont momentanément fermé leurs portes ; d'autres ont été vandalisées. Cette situation a créé une psychose dans la zone.

Le chef du quartier Sayo condamne ces actes qui pourraient affecter le déroulement de l'examen d'Etat. Il invite les populations au calme, en attendant les résultats de l'enquête de la police.

Vendredi 30 juin.

« L'année 2023 est une année des élections en RDC », persiste Félix Tshisekedi. Lors de son discours à la nation à l'occasion du 63^{ème} anniversaire de l'accession de la RDC à son indépendance, le Président Félix Tshisekedi a rappelé que « l'année 2023 est une année des élections » présidentielle, législatives nationales et provinciales, mais aussi, pour la première fois, celle des élections locales. Ainsi, en dépit de différentes contraintes, il a invité instamment la Commission électorale nationale indépendante « à poursuivre courageusement et sans relâche les efforts en cours en vue du respect des délais constitutionnels dans l'organisation rigoureuses de différents scrutins conformément aux standards internationaux. De même, je rappelle au Gouvernement de la République de continuer à faire sa part, notamment en prenant toutes les

mesures nécessaires pour mettre des moyens financiers à la disposition de la Ceni, en vue de la tenue des élections transparentes et crédibles dans les respects des délais constitutionnels. J'invite les Congolais à aller vers les élections dans un climat serein et apaisé»

30 juin 1960- 30 juin 2023 : « Le rêve longtemps nourri n'a pas été réalisé », déplore Shakulwe Konda. Shakulwe Konda Bunyi Bunyi avait 30 ans au moment où la RDC accédait à son indépendance. Agé de 93 ans aujourd'hui, ce Congolais a encore de la vigueur et sa mémoire ne témoigne d'aucune faiblesse. Il pense que les différents filles et fils de ce pays ayant exercé et qui exercent le pouvoir d'Etat ont plutôt déçu les espoirs de leurs concitoyens. Les Congolais, qui étaient « des évolués en ce moment-là », en ont fait leur affaire et pas une affaire du peuple. Il poursuit « l'amour qui caractérisait le peuple congolais a été enterré, on n'a pas récupéré cet amour-là. Ils en ont fait maintenant leur affaire en constituant des castes. Ceux qui ont accédé à l'indépendance du blanc se sont comportés pire que le blanc ne s'était comporté. Alors, ils ont laissé la population en dessous de zéro ». **30 juin 2023 : Corneille Nangaa appelle à la cohésion nationale pour faire face aux défis.** Pour le président du parti Action pour la Dignité du Congo et de son Peuple (ADCP) « la célébration du 63^{ème} anniversaire de l'indépendance de la RDC doit être l'occasion pour les filles et les fils de ce pays de prendre conscience de notre inconscience collective de manière à regarder les choses en face ensemble pour que 63 ans après l'indépendance, la situation change au Congo ». Il a estimé que cette cohésion nationale devra nécessairement passer par un dialogue sincère entre tous les Congolais. « Nous ne ferons rien si le pays est toujours attaqué, si nous n'avons pas une armée et si nous ne garantissons pas la sécurité. C'est ça la vraie priorité celle de revigorer l'armée. Qu'on arrête de penser que notre salut viendra d'autres pays ». Il a en outre dénoncé ce qu'il qualifie de la « tribalisation des institutions ». **30 juin 2023 : "Les Congolais sont tombés dans la distraction", regrette Kasimir Ngumbi**

Le politologue Kasimir Ngumbi a fait savoir que depuis 2006, le pays est entré dans un autre type de leadership qu'il qualifie de leadership du terroir, leadership localisé : "Et donc, tous ceux qui sont élus, ne les sont que dans leur circonscription électorale, pas dans leur province parce qu'aujourd'hui on ne peut même pas prétendre avoir un leader provincial". Il qualifie ce genre de leadership de la 'cacastocratie'. **Le cardinal Ambongo appelle les Congolais à relever les défis de l'unité, de la cohésion nationale et de la paix.** « La RDC commémore dans le recueillement la 63^{ème} année de son accession à la souveraineté nationale et internationale. La situation difficile de l'heure, ne devrait pas être une source de désespoir. Bien au contraire, j'exhorte les fils et les filles de ce beau pays à se tenir main dans la main pour relever ensemble les défis de l'unité et de la cohésion nationale, les défis de la paix et du développement durables, le défi de la sauvegarde de nos frontières nationales, objet de tant de convoitises. Travaillons donc à l'avènement d'un Congo plus beau qu'avant », a déclaré le cardinal Fridolin Ambongo. **D'autres personnalités politiques congolaises se sont aussi exprimées** à l'occasion des 63 ans d'indépendance de la RDC. Dans son message, l'opposant Moïse Katumbi, leader du parti Ensemble pour la République a dénoncé l'insécurité dans l'Est de la RDC et à l'Ouest, aux portes de Kinshasa. Par ailleurs, il appelle le M23 et tous les jeunes gens embrigadés de gré ou de force dans les groupes armés à laisser tomber les armes. Moïse Katumbi dit regretter, l'abandon assumé de l'Etat de Droit et la confiscation des libertés au nom de la sécurité du pays, qui est une régression catastrophique qui conduit le pays à l'impasse en cette période électorale. Pour sa part, Augustin Matata Ponyo rappelle dans son message qu'il y a 63 ans, les pères de l'indépendance nous obtenaient, au prix de luttes amères et de nombreuses souffrances, l'indépendance avec l'espoir de bâtir au cœur du continent africain un pays plus beau qu'avant. « En ce 30 juin, engageons-nous à honorer leur sacrifice, en nous armant des valeurs devant nous remettre sur le chemin de la prospérité ».

Beni: reddition de 5 miliciens Kyandenga aux Fardc. Ces ex-miliciens, trois femmes avec bébés et deux garçons, tous mineurs, disent avoir quitté volontairement la brousse pour adhérer au processus de paix en cours au pays. Ils indiquent avoir vécu des conditions de vie difficiles dans la brousse où ils opéraient. Anita Kavira a encouragé ceux qui sont encore en brousse de suivre leur exemple.

Kinshasa : le Conclave du génie scientifique fixé en aout prochain. Le ministre de la Recherche scientifique, a expliqué que cette activité entend offrir l'opportunité aux inventeurs et autres chercheurs congolais d'étaler leurs savoirs dans le domaine de la science et de la technologie pour le développement du pays. "Ça sera une façon qu'ils se fassent découvrir, pour que la nation prenne acte de leurs inventions en vue de leur valorisation pour le développement du pays", a-t-il déclaré. Il a souhaité que l'Etat mette en place une politique de leur valorisation et l'exploitation de leurs inventions.

Le CSAC appelle justice contre les tortionnaires des journalistes Ngoy, Mbela et du cameraman Nkelani. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) a demandé, le 29 juin, au commandant de l'ex-DEMIPA d'identifier les tortionnaires de journalistes Jeef Ngoy (Radio Okapi), Malou Mbela et le cameraman Gresse Nkelani (RTNC) pour qu'ils répondent de leurs actes devant la justice. "Les faits étant d'une extrême gravité, le CSAC demande au commandant des unités concernées de faire preuve de frange

collaboration pour que soient rapidement identifiés les éléments cruels et qu'ils soient transférés devant l'instance judiciaire compétente".

Elections : début des pourparlers entre Denis Kadima et leaders de l'opposition. Selon le président de la Commission électorale nationale l'objectif est de rendre réel l'aspect inclusif des élections. Au premier jour, ce vendredi, il s'est entretenu avec Martin Fayulu (ECIDE), Augustin Matata (LGD) et Delly Sessange (Envol) et Dieudonné Bolengetenge, représentant Moïse Katumbi pour le compte d'Ensemble pour la République. Ces 4 leaders politiques s'opposent au processus électoral tel que piloté par le bureau Kadima et exigent l'audit externe et crédible du fichier électoral qu'ils jugent non transparent. Selon des sources proches de la Ceni, cette rencontre va se poursuivre la semaine prochaine avec d'autres personnalités politiques dont Adolphe Muzito, le délégué du FCC et celui de l'Union pour la nation. **La CENI s'engage à afficher les noms des électeurs tels que recensés lors de l'enrôlement.** C'est l'une des réponses à la revendication des leaders de l'opposition au terme de plus de trois heures de discussion ce vendredi 30 juin à l'hôtel du Fleuve à Kinshasa. Les leaders de l'opposition continuent d'exiger l'audit externe du fichier électoral. Une position qui, selon Martin Fayulu, ne pourra pas perturber le calendrier électoral en cours. « Nous avons suggéré au président de la Ceni que nous puissions tous avancer. Vous affichez la liste, les opérations continuent, mais l'audit aussi se fait. Si l'audit nous révèle que le fichier était correct, nous serons d'accord. Mais si l'audit nous dit que ce fichier n'est pas consommable, nous prendrons nos responsabilités. Lui il va poser la question à la plénière et il reviendra vers nous », a-t-il ajouté.

Cinéma : la sortie du documentaire "Le voyage vers l'Est" annoncée pour bientôt à Kinshasa. Le cinéaste congolais, Michael Sayinet a indiqué que la première visualisation de ce documentaire est en cours à Kinshasa. L'objectif du documentaire "Le voyage vers l'Est" est de faire de la lumière sur l'histoire des Bashi et leur situation sociale actuelle. A travers cet œuvre, il vise également conscientiser les cinéphiles sur la mise en œuvre d'autres histoires sur la RDC.

Beni : meurtre du président de l'Association des personnes vivant avec handicap. Le président urbain des personnes vivant avec handicap à Beni (Nord-Kivu) a été abattu, ce 30 juin, dans sa maison par des bandits armés. « Les hommes armés non identifiés sont arrivés au domicile de la victime. Ils l'ont obligé de sortir. Ils l'ont appelé chef, c'est comme s'ils le connaissaient. Comme il refusait de sortir, ils ont forcé la porte pour y entrer. C'est ce qu'ils ont fait. Quand le monsieur est sorti, ils ont tiré sur lui ». Les personnes vivant avec handicap dans la ville de Beni regrettent la disparition de celui qui était en première ligne pour la défense de leurs droits. Tous saluent son courage, son esprit d'ouverture, sa lutte contre la mendicité des personnes vivant avec handicap ; mais aussi l'intégration de cette couche vulnérable au sein de la communauté et son auto prise en charge.

Butembo : plaidoyer pour le désengorgement de la prison de Kakwangura. Le directeur de la prison centrale de Kakwangura, dans la ville de Butembo, Augustin Nzinga Balabo a plaidé ce jeudi 29 juin pour le désengorgement de cette maison carcérale. Cette prison fait face à un surpeuplement des détenus. Au moins 90% d'entre eux attendent leurs jugements. Alors que sa capacité d'accueil initiale était d'au moins 150 détenus, la prison de Kakwangura héberge actuellement plus de 800 détenus, parmi lesquels 61 condamnés. Les autres sont en détention préventive. Cette maison carcérale compte 7 cellules, uniquement pour les hommes et peu confortables. Le pavillon qui était réservé aux femmes avait été incendié l'année dernière lors de l'attaque de cette prison par des présumés rebelles ADF. En dehors des conditions hygiéniques précaires, la mauvaise prise en charge alimentaire et sanitaire est parmi les facteurs qui sont à la base de plusieurs cas de décès, régulièrement enregistrés dans cette maison carcérale.

Ituri : de nouveaux bâtiments pour la justice militaire, construit par la Monusco. Cet ouvrage dont le coût est évalué à 69 000 USD, vise à améliorer les conditions de travail des magistrats militaires dont certains travaillaient dans des conditions difficiles faute des locaux. Cet ouvrage de 37 m de longueur et de 7,50 m de largeur qui est divisé en deux compartiments est doté de huit salles et de deux toilettes.

